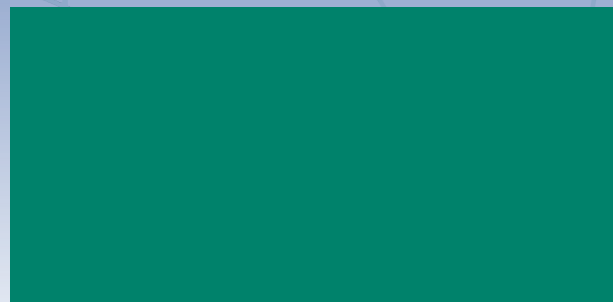


RAPPORT ANNUEL

20



25 SUR LES PROJETS ET PROGRAMMES À FINANCER



**MINISTÈRE
DES FINANCES**

RAPPORT ANNUEL

20

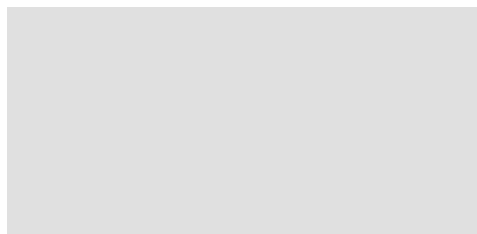
25 SUR LES PROJETS ET PROGRAMMES À FINANCEMENTS



EXTÉRIEURS
**MINISTÈRE
DES FINANCES**

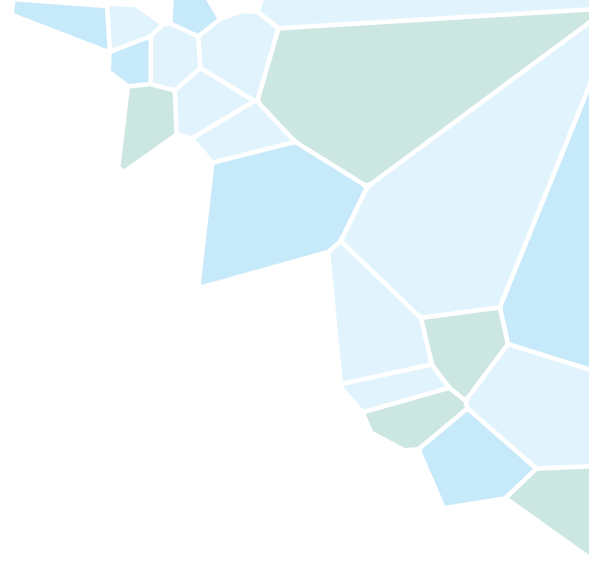
RAPPORT ANNUEL

20



25





Sommaire

Mot du Ministre	6
Mot de Madame le Coordonnateur de la CSPP	8
Résumé analytique du rapport	9
Présentation générale	10
Contexte socio-économique	10
Bref aperçu de la Cellule de Suivi des Projets et Programmes «CSPP»	13
Faits marquants	14
Revue conjointes des performances des projets	16
Situation du portefeuille actif sur financement extérieur	18
Répartition du portefeuille par bailleur	18
Répartition sectorielle et priorités nationales	22
Présentation du portefeuille par secteur et impact	25
Cadre des résultats inter bailleur	35
Contrepartie nationale	39
Perspectives	40
Projets et programmes actifs	43
Projets mis en vigueur en 2025	43
Projets et programmes clôturés en 2025	45
Projets restructurés en 2025	46
Projets en fin de cycle	47
Projets signés au cours de l'année	49
Projets impactés par la situation sécuritaire à l'Est du pays	50
Annexes	53
Sigles et abréviations	53
Liste des tableaux	55
Liste des encadrés	55
Liste des graphiques ■ figures	55
Liste des bailleurs	55
Liste des projets exécutés en RDC	56

Mot du Ministre

Sous la Très Haute Autorité de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, et conformément aux orientations du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2024-2028, le Ministère des Finances a poursuivi, au cours de l'exercice 2025, une priorité constante : améliorer l'efficacité des financements extérieurs en renforçant la qualité de la préparation, la discipline d'exécution et la redevabilité des acteurs.

Le portefeuille des projets et programmes à financements extérieurs suivis par la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP) s'est établi à 10,73 milliards USD, structuré en 66,89% de prêts et 33,11% de dons. Cette composition impose une exigence élevée de performance : elle commande de concilier la mobilisation de ressources avec une exécution efficace, afin de maximiser l'impact sur les conditions de vie des populations, tout en préservant la soutenabilité de nos engagements.

Sur le plan de l'exécution financière, les décaissements cumulés ont atteint 2,01 milliards USD, soit un taux agrégé de 24,23%. En comparaison avec l'exercice précédent, au cours duquel les décaissements cumulés s'élevaient à 1,49 milliard USD pour un taux de décaissement de 21,38%, cette progression traduit une amélioration du niveau d'exécution physique des projets, marquée par une progression plus soutenue de la mise en œuvre des activités sur le terrain. Ce résultat traduit des efforts réels, mais confirme également la nécessité d'accélérer le rythme de mise en œuvre au regard des besoins de nos populations, en réduisant les délais de démarrage, en améliorant la qualité des dossiers soumis à la passation des marchés et en renforçant la capacité d'absorption des unités d'exécution.

L'année 2025 a par ailleurs permis d'enregistrer des réalisations tangibles dans plusieurs secteurs prioritaires, notamment :

- Infrastructures : 28,4 km de routes d'intérêt national et 203,3 km de routes rurales construits ou réhabilités, complétés par 18,95 km de voirie urbaine ;
- Agriculture : 42.050 hectares emblavés au profit des ménages bénéficiaires ;
- Éducation : 61 infrastructures scolaires construites ou réhabilitées et équipées, 2.125.994 enfants bénéficiaires de la gratuité de l'enseignement, 193.268 enseignants et directeurs formés ;
- Santé : 247 infrastructures sanitaires construites ou réhabilitées, 969.659 femmes bénéficiaires de la gratuité de l'accouchement ;

- Eau : 19.705 nouveaux branchements associés à l'amélioration des services d'eau.

Ces avancées se réalisent malgré des contraintes qui continuent de peser sur la performance globale du portefeuille : maturité insuffisante de certains projets (études et dossiers techniques parfois inexistantes), lenteurs dans les procédures de passation des marchés, coordination interinstitutionnelle perfectible, ainsi que défis opérationnels dans certaines zones d'intervention. Leur prise en charge requiert une action plus structurée, davantage anticipée et fondée sur des responsabilités clairement établies.

À cet effet, les orientations pour l'année 2026 visent à rendre les financements extérieurs mieux ciblés, mieux exécutés et plus impactants, à travers un ensemble de mesures concrètes :

1. Renforcer la maturité des projets en amont, en exigeant la disponibilité des études de faisabilité, des plans techniques, des cadres environnementaux et sociaux, ainsi que des dispositions foncières et institutionnelles nécessaires avant la mise en vigueur et la passation des marchés ;
2. Rationaliser le portefeuille en privilégiant des projets structurants et en limitant la dispersion des interventions, afin de concentrer les ressources sur des programmes à fort effet d'entraînement ;
3. Accélérer l'exécution et les décaissements, notamment par une meilleure planification de la passation des marchés ;
4. Renforcer la gouvernance et la redevabilité, en consolidant les mécanismes de suivi de performance des unités de gestion, en réduisant les dépenses inéligibles et en améliorant la qualité des rapports d'exécution ;
5. Approfondir la digitalisation du pilotage, afin de fiabiliser les données, améliorer la traçabilité et soutenir une décision publique fondée sur des informations actualisées ;
6. Améliorer la coordination interinstitutionnelle, en renforçant la concertation entre la CSPP, les ministères sectoriels, les unités d'exécution et les partenaires, afin de lever plus rapidement les goulots d'étranglement ;
7. Accroître la diversification des sources de financement et recourir à des instruments innovants, afin d'élargir la base des partenaires techniques et financiers, et garantir la réalisation effective des projets prioritaires du Gouvernement.

Je tiens à exprimer ma gratitude à l'endroit de l'ensemble des partenaires techniques et financiers pour leur accompagnement constant, ainsi qu'à la CSPP, aux ministères sectoriels et aux unités de gestion pour leur engagement dans l'amélioration progressive des performances.

Que le présent Rapport annuel 2025 serve de référence pour consolider les acquis, objectiver les défis et guider, avec davantage de méthode et d'exigence, l'action collective visant à transformer les financements extérieurs en résultats durables au service du développement national.

**Doudou FWAMBA
LIKUNDE LI-BOTAYI**

Ministre des Finances



Mot de Madame le Coordonnateur de la CSPP

L'année 2025 aura constitué une étape charnière dans la consolidation de la gouvernance des projets et programmes financés sur ressources extérieures. Face à l'exigence croissante d'efficacité, de transparence et d'imputabilité dans l'action publique, la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP) a intensifié ses efforts afin d'améliorer la performance globale du portefeuille et de renforcer la traçabilité des résultats.

Le portefeuille suivi au cours de l'exercice compte 121 projets, dont 110 de portée nationale, pour un volume financier total de 10,73 milliards USD et un solde disponible au 1^{er} janvier de 8,31 milliards USD. Sur cette période, les décaissements cumulés ont atteint 2,01 milliards USD (contre 1,49 milliard USD en 2024), soit un taux global d'exécution de 24,23% (contre 21,38% en 2024). Au-delà de la valeur chiffrée, ces données reflètent l'évolution progressive d'une culture de performance, soutenue par un suivi de proximité, des revues régulières et un dialogue renforcé avec les parties prenantes.

La CSPP a poursuivi, en 2025, l'opérationnalisation d'outils de pilotage destinés à mieux objectiver les niveaux d'avancement et à orienter l'action corrective. La logique de gestion axée sur les résultats, conjuguée au suivi des engagements, à l'analyse des goulots d'étranglement et à la consolidation des données du portefeuille, a permis d'améliorer la lisibilité des performances et de mieux hiérarchiser les priorités.

Par ailleurs, les résultats constatés dans différents secteurs illustrent le potentiel transformateur des financements exté-

rieurs lorsqu'ils sont appuyés par une coordination rigoureuse.

Ces acquis ne doivent toutefois pas occulter les contraintes persistantes : maturité insuffisante de certains projets, délais de passation des marchés relativement longs, capacité d'absorption perfectible et contraintes opérationnelles dans certains espaces d'intervention. La CSPP demeure mobilisée pour accompagner les unités de gestion et les administrations sectorielles, en promouvant une approche de prévention des risques, de correction rapide des écarts et de redevabilité.

Les perspectives pour 2026 s'inscrivent dans une exigence d'accélération et de consolidation. L'objectif poursuivi est de renforcer la performance globale du portefeuille, avec une ambition de hausse du taux de décaissement et une orientation plus sélective des appuis, au bénéfice des projets à forte maturité, à gouvernance maîtrisée et à impact démontrable.

Je réitère ma gratitude à Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances pour son leadership et son appui constant, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires techniques et financiers pour la qualité du dialogue et la confiance accordée. Je salue enfin le professionnalisme des équipes de la CSPP et des unités de mise en œuvre, dont l'engagement demeure déterminant pour transformer les ressources mobilisées en progrès concrets.

Josée MIAKUKILA KUBAUKA

Résumé analytique du rapport

Au cours de l'exercice 2025, la CSPP a poursuivi la consolidation de son rôle dans l'amélioration de l'efficacité des financements extérieurs, en mettant l'accent sur la qualité de la mise en œuvre, la traçabilité des résultats et le renforcement de la discipline de gestion. Le portefeuille, composé de 121 opérations représentant 10,7 milliards USD, enregistre une progression de 6,36% par rapport à 2024. La taille moyenne des projets demeure élevée (88,65 millions USD), tandis que les cofinancements restent limités, laissant subsister un potentiel de renforcement de l'effet de levier et de mutualisation des risques entre bailleurs. Les interventions déployées ont ainsi contribué, dans les secteurs stratégiques, à améliorer concrètement l'accès des populations aux infrastructures, aux services sociaux de base et aux opportunités économiques.

Dans le secteur des infrastructures (13,89% du portefeuille), les actions ont permis de renforcer progressivement la connectivité du territoire, notamment à travers la réhabilitation d'axes routiers d'intérêt stratégique, le développement des voiries urbaines et l'amélioration de l'accessibilité des zones rurales. Ces investissements participent au désenclavement des bassins de production, à la facilitation des échanges et au soutien à l'intégration économique.

Dans le domaine agricole (11,56% du portefeuille), les projets ont appuyé le développement des chaînes de valeur et le renforcement des capacités productives des ménages, grâce à la mise à disposition d'intrants, l'accompagnement technique et la promotion de pratiques agricoles durables.

Les initiatives en faveur des agripreneurs et la promotion de pratiques agroécologiques ont également contribué à améliorer la résilience des systèmes de production et l'autonomisation des acteurs ruraux.

Les secteurs sociaux ont enregistré des avancées significatives. En éducation (13,66% du portefeuille global), les appuis ont permis de consolider la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base, d'améliorer les infrastructures scolaires et de renforcer les capacités du personnel éducatif. Dans le sec-

teur de la santé, les investissements ont contribué à améliorer l'offre de soins à travers la réhabilitation et l'équipement des structures sanitaires, ainsi que l'extension de l'accès aux services essentiels, notamment pour les femmes et les populations vulnérables, y compris la prise en charge de la gratuité de l'accouchement.

Les efforts déployés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ont permis d'élargir l'accès des ménages à des services d'eau potable, tout en renforçant les infrastructures de production et les réseaux de distribution. Parallèlement, les actions en faveur du secteur privé et de l'entrepreneuriat ont soutenu le développement des petites et moyennes entreprises ainsi que des initiatives portées par les femmes, favorisant ainsi l'inclusion économique, la diversification des activités génératrices de revenus et la création d'emplois.

Dans le même temps, les interventions dans le domaine de la gouvernance (10,26% du portefeuille), ont permis d'appuyer les réformes institutionnelles notamment la déconcentration de l'ordonnancement des dépenses du pouvoir central, de renforcer les capacités des administrations publiques, et de promouvoir des pratiques de gestion fondées sur la transparence, l'éthique et la redevabilité.

Ces résultats, bien que porteurs de progrès, s'inscrivent dans un contexte où certaines contraintes continuent d'affecter la performance globale du portefeuille, notamment la maturité inégale des projets, la capacité d'absorption encore perfectible, les délais dans les procédures de passation des marchés, et les défis opérationnels rencontrés dans certaines zones d'intervention, particulièrement à l'Est du pays.

Dans ce contexte, l'action de la CSPP continuera de s'inscrire dans une logique de renforcement de la performance du portefeuille, à travers une meilleure anticipation des contraintes, un pilotage plus resserré de l'exécution et une consolidation des mécanismes de redevabilité, en vue d'assurer des résultats plus rapides et concrets en faveur des populations.

Présentation **générale**

Contexte socio-économique

En 2025, la République Démocratique du Congo (RDC) a évolué dans un environnement caractérisé par une conjonction de tensions sécuritaires persistantes dans la partie orientale du pays, et de pressions accrues sur la stabilité macroéconomique. Malgré un potentiel naturel exceptionnel porté par des réserves considérables de cobalt, de cuivre et d'autres minerais stratégiques, l'économie congolaise demeure confrontée à des fragilités qui continuent de ralentir la transformation structurelle et l'inclusion économique.

1. Contexte sécuritaire et implications

macroéconomiques

Depuis la fin de l'année 2024, la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC s'est sensiblement détériorée, avec une extension des zones sous influence de groupes armés et une intensification des violences dans plusieurs territoires du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Ces dynamiques, largement alimentées par les convoitises autour des ressources naturelles, ont provoqué des déplacements massifs de populations, perturbé les circuits économiques locaux et affecté de manière significative la mise en œuvre des investissements publics et des projets financés par les partenaires techniques et financiers (PTF).

À la suite de cette dégradation, le Gouvernement a poursuivi et intensifié ses actions de diplomatie préventive et de médiation, en s'engageant dans plusieurs cadres régionaux et internationaux visant la désescalade, y compris un processus de facilitation bilatérale entrepris par les États-Unis d'Amérique et la conclusion de l'accord-cadre de Doha.

2. Développements politiques et

institutionnels

L'année a également été marquée par les consultations présidentielles ayant conduit à la formation du Gouvernement SUMINWA II, incluant des représentants de l'opposition et de la société civile. Cette recomposition vise à renforcer la cohésion nationale et à améliorer la capacité de réponse de l'exécutif face aux priorités sécuritaires, économiques et sociales. Le Gouvernement poursuit, par ailleurs, l'exécution du Programme d'Actions 2024-2028, structuré autour des six engagements présidentiels, incluant la création d'emplois, l'industrialisation, la stabilité macroéconomique, la cohésion sociale et la sécurisation du territoire.

3. Conditions de vie et défis du développement

Bien que dotée d'un important capital naturel, la RDC continue de présenter un niveau de pauvreté élevé : 73,5%¹ de la population vit avec moins de 3 USD par jour, illustrant la persistance d'une pauvreté multidimensionnelle et d'un déficit de transmission de la croissance vers les ménages. Les conflits récurrents ont durablement affaibli les capacités productives, entravé la diversification économique et aggravé les vulnérabilités sociales. La situation humanitaire dans les zones affectées demeure particulièrement préoccupante, compte tenu des déplacements forcés et de l'érosion des moyens de subsistance locaux.

4. Évolution macroéconomique

Malgré ce contexte, l'économie a fait preuve de résilience en 2025. La croissance du PIB s'établit entre 5,3% et 5,6%², soutenue par la performance du secteur extractif, soit un niveau supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (3,5%). Cette performance a été enregistrée malgré des mesures exceptionnelles, telles que le gel temporaire des exportations de cobalt visant à atténuer la volatilité des cours mondiaux.

L'inflation a été contenue à 2,26%, nettement en dessous de la cible de 7% fixée par la Banque Centrale du Congo (BCC), reflétant une meilleure coordination des politiques budgétaire et monétaire ainsi qu'une consolidation progressive des réserves internationales. Ces résultats ont contribué à maintenir la confiance des PTF.

5. Financements extérieurs et

investissements prioritaires

Le Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé, le 15 janvier 2025, un programme triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 1.729 millions USD, complété par une enveloppe de 1.038 millions USD dans le cadre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Les décaissements cumulés relatifs à ces facilités ont atteint 960 millions USD³ au cours de l'exercice. Parallèlement, des financements additionnels ont été mobilisés auprès de partenaires multilatéraux pour des projets portant sur la résilience climatique, les infrastructures, la connectivité, l'énergie (notamment Grand Inga), la transformation numérique, l'agro-industrie et l'appui budgétaire aux réformes structurelles.

1 <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/republique-democratique-du-congo>

2 Circulaire n°004/ME/MIN.BUDGET/2025 du 14/07/2025 contenant les instructions relatives à l'élaboration de la loi de finances de l'exercice 2026

3 <https://www.imf.org/fr/news/articles/2025/11/05/pr25358-drc-imf-reaches-sla-with-drc-on-2nd-rev-under-the-ecf-and-the-1st-rev-under-rsf>



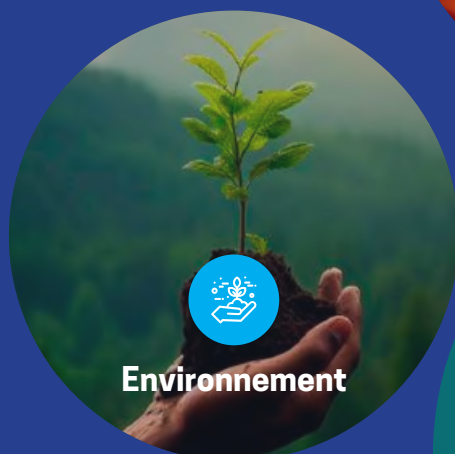
6. Gestion des projets et contraintes opérationnelles

Dans un contexte combinant résilience macroéconomique et vulnérabilité sécuritaire accrue, la performance des projets financés sur ressources extérieures demeure un levier clé de stabilisation. Le Ministère des Finances, à travers la CSPP, a poursuivi les réformes visant à améliorer le suivi, le pilotage et l'efficacité de ces interventions.

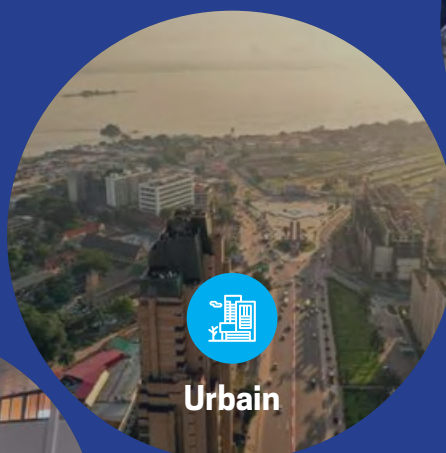
Cependant, la détérioration de la situation sécuritaire dans l'Est du pays, conjuguée à la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de supprimer son Agence d'aide au développement (USAID) au début de l'année 2025, a gravement affecté la mise en œuvre de plusieurs projets dans

les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Les principales conséquences observées incluent : (i) la non-réalisation des prévisions de décaissements pour l'exercice 2025 ; (ii) la suspension de plusieurs chantiers d'infrastructures ; (iii) l'interruption des missions de supervision sur le terrain ; (iv) la destruction ou le pillage d'équipements ; (v) la détérioration des conditions de sécurité pour les équipes opérationnelles et les entreprises prestataires ; et (vi) un ralentissement marqué des activités essentielles et de la fourniture des services.

Ces éléments soulignent la nécessité de renforcer les mécanismes d'atténuation des risques, d'adapter les modalités de mise en œuvre et de prioriser les investissements favorisant la résilience institutionnelle et communautaire.



En 2025, le portefeuille des projets et programmes suivis **121** la CSPP comptait **opérations réparties sur l'ensemble du territoire national**, couvrant treize secteurs d'activités prioritaires.



Bref aperçu de la **Cellule de Suivi des Projets et Programmes «CSPP»**

Un service public dédié au renforcement du suivi et à l'amélioration de la performance des projets et programmes financés sur ressources extérieures.

La Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP) est un service technique du Ministère des Finances dont le mandat s'inscrit dans le cadre de l'accomplissement des missions de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, en sa qualité de Gouverneur-Pays auprès des principaux partenaires techniques et financiers (PTF).

Créée en 2011 à l'initiative conjointe du Gouvernement et des bailleurs de fonds, dans le but de mettre en place une interface dédiée à la mobilisation des ressources extérieures et au suivi de la performance des projets, la CSPP a connu une importante restructuration et un renforcement institutionnel, respectivement en 2023 et en 2025.

Ces réformes visaient à la rendre plus opérationnelle et à la doter d'une nouvelle structure organique ainsi que des capacités nécessaires pour répondre aux exigences induites par l'augmentation des ressources extérieures mobilisées, lesquelles sont passées de près de 3 milliards USD en 2020 à plus de 10 milliards USD en 2025.

À ce jour, elle est régie par l'Arrêté Ministériel n°041/CAB/MIN/FINANCES/2025 du 13 mai 2025 relatif à sa création, son organisation et son fonctionnement.

Son objectif principal est de contribuer, pour le compte du Ministère des Finances, à l'amélioration de l'exécution physique, financière et fiduciaire des projets et programmes financés par les bailleurs de fonds sur l'ensemble du territoire national.

Dans le cadre de ses missions, la CSPP est notamment chargée de :

- Suivre le développement des projets et programmes sur financement extérieur pendant tout leur cycle de vie, afin de faciliter toutes les actions relevant du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, Gouverneur-Pays auprès des principales institutions de financement dans le cadre de ses prérogatives ;
- Faciliter la mise en œuvre des projets et programmes en proposant des solutions aux contraintes qui relèvent de la responsabilité du Ministre ayant les Finances dans ses attributions et proposer toutes les mesures qui s'imposent afin d'améliorer la performance du portefeuille ;
- Organiser la collecte, le traitement, la diffusion des données relatives à l'exécution et à la performance des projets et programmes financés par les bailleurs des fonds ;
- Développer les normes, standards, procédures et bonnes pratiques afin d'améliorer la gestion des projets et programmes du secteur public ;
- Représenter le Ministre ayant les Finances dans ses attributions dans les différentes étapes du cycle des projets sur financement extérieur, notamment dans les phases d'identification, de préparation, d'évaluation ex-ante, de négociation, de mise en œuvre, et d'évaluation à mi-parcours et ex-post.

Dans cette optique, la CSPP assure le rôle d'interface entre le Gouvernement, les bailleurs de fonds et les Unités de Gestion des Projets (UGP), et s'emploie à mettre en place des dispositifs de suivi performants, en vue de renforcer la capacité d'absorption des ressources mobilisées et d'améliorer l'impact des projets et programmes sur le terrain.

Faits marquants

En 2025, la RDC a poursuivi le renforcement de sa coopération avec les PTF, dans une dynamique visant à améliorer la mobilisation, la gestion et l'efficacité des financements extérieurs. S'appuyant sur les acquis de 2024, le Ministère des Finances a intensifié les échanges stratégiques et techniques afin d'accélérer l'exécution des projets de développement, de renforcer la transparence et d'optimiser l'impact socio-économique des investissements.

Les concertations de haut niveau et les actions de renforcement des capacités menées avec des institutions telles que la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont permis de consolider les engagements financiers, d'améliorer les mécanismes de suivi des projets et de soutenir des réformes favorisant des effets durables sur l'économie et le bien-être des populations.

Les principales rencontres et missions de l'année sous revue sont résumées ci-dessous :

1

25 FÉVRIER

Atelier d'évaluation de la performance des projets et perspectives pour l'année 2025

Conduit par Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, qui a supervisé les échanges sur l'exécution et l'efficacité des investissements financés par les PTF, l'atelier a porté notamment sur la sécurité dans les zones d'intervention des projets, en particulier dans la partie Est du pays, la couverture sociale du personnel, la qualité des projets à leur démarrage en fonction de leur niveau de maturité ou de la disponibilité des études de faisabilité, ainsi que sur les dispositifs de suivi et d'ajustement permettant de respecter les chronogrammes de mise en œuvre et d'atteindre les objectifs annuels de décaissement.

Les participants ont également échangé sur la mise en place de textes réglementaires pour encadrer le fonctionnement des UGP et la bonne utilisation des ressources extérieures. L'événement a par ailleurs lancé officiellement l'édition 2025 des contrats de performance avec les Coordonnateurs des projets.

2

DU 08 AU 12 SEPTEMBRE

Atelier de renforcement des capacités institutionnelles et clinique fiduciaire en RDC

Un atelier de formation a été organisé pour le renforcement des capacités en gestion financière, passation des marchés et suivi-évaluation au profit des UGP financées

par la BAD, dans le but d'améliorer la gestion des projets cofinancés, la conformité aux règles d'acquisition et la performance en matière de décaissement.

L'activité a permis aux participants de mieux appréhender les défis de la gestion axée sur les résultats, d'obtenir des réponses pratiques aux questions liées à la gestion fiduciaire, aux acquisitions et aux décaissements, et d'identifier les causes des blocages rencontrés. L'atelier a également favorisé la consolidation des acquis de la revue du portefeuille de l'année 2024, le renforcement des compétences dans les domaines jugés faibles, ainsi que l'apprentissage par les pairs et le partage de bonnes pratiques pour améliorer le suivi-évaluation et l'atteinte des résultats.

3

DU 15 AU 20 SEPTEMBRE

Mission de pré-évaluation du Projet MOYI POWER

La mission a évalué le projet pilote MOYI POWER qui contribue à la vision nationale de renforcement de l'accès à l'énergie, notamment dans les zones rurales et enclavées. À ce titre, une délégation d'experts internationaux de la BAD a été reçue en audience par Son Excellence Madame la Vice-Ministre des Finances, qui a rappelé que le projet est considéré par le Gouvernement comme un modèle pilote pour d'autres initiatives d'électrification rurale. Il s'inscrit en cohérence avec la Stratégie nationale d'électrification et les piliers 3 et 4 du Programme Compact Énergétique, relatifs respectivement à : (i) la promotion des énergies renouvelables décentralisées et des solutions de cuisson ; et (ii) l'incitation à la participation du secteur privé pour mobiliser des ressources supplémentaires au financement des projets énergétiques.



4

DU 22 AU 24 SEPTEMBRE

Mission de dialogue de haut niveau du Directeur Général de la BAD pour l'Afrique centrale en RDC

La mission, conduite par le nouveau Directeur Général Adjoint pour l'Afrique centrale, Dr Léandre BASSOLÉ, avait pour objectif principal d'engager des consultations avec le Gouvernement afin de renforcer la coopération entre la RDC et le Groupe de la BAD, et d'identifier des opportunités de financement pour des projets majeurs ainsi que pour des réformes socio-économiques structurantes. Au cours de sa rencontre avec Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, le 22 septembre, les échanges ont porté sur l'amélioration de la performance des projets en 2025.

Cette visite a également permis de préparer la cérémonie de lancement officiel, par Son Excellence Monsieur le Président de la République, des travaux de construction et de modernisation du tronçon routier RN1 Kananga – Mukamba – Kabeya Kamwenga – Katende – Pont Kakankayi, financé par la BAD dans le cadre du corridor économique transfrontalier entre la RDC et l'Angola.

5

24 SEPTEMBRE

Lancement du logiciel de digitalisation de la procédure de prise en charge de la fiscalité indirecte des marchés publics à financement extérieur

En septembre 2025, une étape majeure a été franchie avec le lancement, par Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, de la plateforme dédiée à la gestion de la fiscalité indirecte des marchés publics à financement extérieur. Ce logiciel vient pallier les limites du système manuel en vigueur depuis 2012. Face à la complexification des projets et à l'augmentation des volumes d'investissements, l'absence d'automatisation entraînait des retards, des risques de perte d'informations et une faible visibilité sur la contribution fiscale de l'État dans la mise en œuvre des projets financés par les bailleurs de fonds.

La nouvelle solution sécurisée, appuyée financièrement par le FIDA et le Trésor public, interconnecte la CFMPFE¹, la DGI², la DGDA³, la DGRAD⁴, la DTMF⁵ et les UGP. Elle vise à assurer la traçabilité des facilités fiscales accordées, à améliorer la comptabilisation des dépenses fiscales liées aux projets et à aligner la gestion de la fiscalité indirecte

sur une logique de performance budgétaire et de conformité aux accords de financement.

Afin d'assurer l'appropriation effective de la plateforme, un atelier de renforcement des capacités a été organisé au profit de l'ensemble des acteurs impliqués du 20 au 27 octobre 2025.

6

24 SEPTEMBRE

Lancement du portail de suivi des projets et programmes financés par les partenaires techniques et financiers



La cérémonie de lancement du tableau de bord des projets financés sur ressources extérieures, présidée par Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, constitue une avancée majeure dans le renforcement du suivi et de la performance des projets appuyés par les PTF. Cet outil intégré de pilotage stratégique centralise toutes les informations relatives aux projets, permet un suivi rapproché de leur exécution physique et financière, facilite l'identification des goulots d'étranglement, et intègre la contribution nationale, y compris les facilités fiscales accordées.

Accessible aux autorités gouvernementales, au Parlement et aux citoyens, il contribue à renforcer la transparence, la redevabilité et l'aide à la décision, tout en facilitant la coordination entre les différentes parties prenantes. Déployé par la CSPP dans le cadre du suivi de la performance des projets, il permet d'évaluer l'atteinte des objectifs de décaissement et d'impact, tout en répondant aux exigences liées à l'augmentation du volume et de la complexité des financements extérieurs mobilisés par la RDC.

1 Cellule Fiscale des Marchés Publics à Financement Extérieur

2 Direction Générale des Impôts

3 Direction Générale des Douanes et Accises

4 Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations

5 Direction du Trésor et des Moyens de Financement

**DU 24 SEPTEMBRE AU 02 OCTOBRE****Mission d'évaluation de l'OFID du Projet Kinshasa Cancer Center**

Une mission du Fonds de l'OPEP⁶ pour le Développement International (OFID), conduite par Monsieur Lewnis BOU-DAOUI, Senior Country Manager, a permis d'évaluer le niveau de préparation du Projet Kinshasa Cancer Center, d'examiner l'état d'avancement des projets en cours du portefeuille de l'OFID et d'explorer les perspectives de coopération future.

Le Projet Kinshasa Cancer Center vise à renforcer la prise en charge des patients atteints du cancer en RDC où l'OMS⁷ estime à plus de 52.000 le nombre de nouveaux cas annuels, alors que seulement environ 2.000 patients bénéficient actuellement d'un suivi hospitalier. Il s'inscrit dans le programme « Rays of Hope » de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA), mis en œuvre en partenariat avec l'OFID et le Gouvernement.

La phase pilote prévue à Kinshasa sera exécutée en deux étapes : une première dédiée aux services cliniques essentiels (pathologie anatomique, radiothérapie, chimiothérapie, oncologie chirurgicale et formation au dépistage), suivie d'une seconde orientée vers le développement des capacités spécialisées, notamment la recherche, les laboratoires de contrôle de qualité, la formation en santé nucléaire et des services médicaux avancés. À terme, le centre comprendra trois bâtiments intégrés offrant une prise en charge complète et structurée.

**DU 29 SEPTEMBRE AU 03 OCTOBRE****Mission d'échange d'expérience avec une délégation Brazzavilloise**

Dans le cadre du renforcement de la coopération institutionnelle, la CSPP a accueilli une délégation de la République du Congo pour une mission d'échange sur la gestion de l'aide au développement. Les discussions ont essentiellement porté sur le fonctionnement institutionnel et opérationnel de la CSPP, ses outils de suivi (notamment le tableau de bord), les indicateurs de performance ainsi que les défis liés à l'exécution des projets, en particulier dans les contextes de cofinancement et dans les zones à contraintes sécuritaires.

La mission a également permis de comparer les dispositifs des deux pays en matière de coordination de l'aide au développement, de mobilisation des financements et de suivi de l'exécution des projets.

⁶ Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

⁷ Organisation Mondiale de la Santé

⁸ Country Portfolio Performance Review

Les échanges ont été enrichis par des rencontres avec le Directeur de Cabinet du Ministre des Finances, la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) et la Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds Européen de Développement (COFED), favorisant le partage de bonnes pratiques en négociation des financements, la gestion de l'endettement, le suivi et l'archivage des projets. Ces travaux ont débouché sur des recommandations visant à renforcer les dispositifs de suivi des projets financés par les PTF et la proposition d'un protocole d'entente formalisant une feuille de route de futurs échanges techniques entre les deux pays.

**DU 08 AU 10 DÉCEMBRE****Mission à Berlin dans le cadre des 9^{ème} négociations intergouvernementales Germano-Congolaises**

Une délégation de haut niveau du Gouvernement s'est rendue à Berlin pour prendre part aux 9^{ème} négociations intergouvernementales Germano-Congolaises, un rendez-vous bilatéral visant à consolider les relations diplomatiques et économiques. Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération, notamment à travers un prêt budgétaire destiné à la mise en œuvre d'initiatives dans le secteur du nexus Eau-Énergie.

En marge des négociations, un forum économique a été organisé, réunissant des acteurs publics et privés des deux pays. Cet espace d'échange a permis de présenter les opportunités d'investissement en RDC ainsi que de partenariats stratégiques, et de consolider le dialogue économique bilatéral.

Revue conjointes des performances des projets

**DU 11 AU 12 NOVEMBRE****Portefeuille Banque mondiale (CPPR⁸)**

La revue conjointe organisée par le Ministère des Finances et la Banque mondiale a permis d'analyser les défis opérationnels et les résultats du portefeuille de projets autour de quatre thématiques : (i) accélération de la mise en œuvre et amélioration des décaissements ; (ii) renforcement de la qualité et de la performance du portefeuille ; (iii) suivi des projets dans les zones à contraintes sécuritaires ; (iv) optimisation de la coordination avec les partenaires de mise en œuvre.

Les recommandations issues de ces travaux ont été structurées en un plan opérationnel visant à améliorer la performance globale du portefeuille, à travers (i) la clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes ; (ii) la mutualisation des ressources et des informations, en collaboration avec les autorités locales et partenaires dans les zones à risque ; (iii) l'anticipation dans la préparation des projets ; (iv) le renforcement des capacités institutionnelles et humaines des UGP ; et (v) la promotion de la digitalisation des activités.

2

DU 17 AU 20 NOVEMBRE

Portefeuille Banque Africaine de Développement

L'atelier, organisé par la BAD en collaboration avec le Gouvernement, a porté sur l'amélioration de la performance du portefeuille des projets en RDC. Pendant quatre jours, les représentants du Ministère des Finances, de la BAD, des UGP et des partenaires au développement ont évalué l'état d'avancement des opérations, analysé les contraintes majeures et mesuré l'impact des interventions sur le développement national.

Les participants ont adopté plusieurs recommandations clés : (i) renforcer l'appropriation des projets par les ministères sectoriels ; (ii) assurer la maturation complète avant négociation ; (iii) optimiser la programmation et la coordination des investissements ; (iv) digitaliser les processus de mise en œuvre et de suivi ; (v) consolider les capacités des acteurs ; (vi) promouvoir la proactivité pour réduire les délais de traitement ; et (vii) renforcer l'évaluation de la performance ainsi que les systèmes d'incitation au sein des UGP.

Ces recommandations ont été intégrées dans un Plan d'Amélioration de la Performance du Portefeuille 2025–2027, validé lors de la séance de clôture.

3

27 NOVEMBRE

Portefeuille Fonds International de Développement Agricole

Cette session avait pour objectifs d'examiner la mise en œuvre des recommandations de la revue 2024, d'évaluer l'exécution des projets en cours sur la base du Programme d'Options Stratégiques pour le Pays (COSOP) 2019–2026, et d'analyser les contraintes rencontrées dans les zones d'intervention. L'évaluation du COSOP a révélé une faible disponibilité des données pour alimenter le cadre des résultats.

Les principales recommandations formulées ont porté sur : (i) la finalisation de l'évaluation du COSOP actuel en



vue de préparer celui couvrant la période 2027–2033, aligné sur les orientations politiques du Gouvernement ; (ii) la mobilisation proactive des cofinancements pour une mise en œuvre efficace ; (iii) le renforcement de l'implication des ministères sectoriels ; et (iv) la poursuite de la formulation de nouvelles opérations dans le cadre du FIDA 13.

Situation du portefeuille **actif sur financement extérieur**

Répartition du portefeuille par bailleur

En 2025, l'allocation totale des projets sur financement extérieur a atteint 10.726,47 millions USD, en hausse de 641,65 millions USD (+6,36%) par rapport à 2024 (mais reste inférieur au pic atteint en 2023).

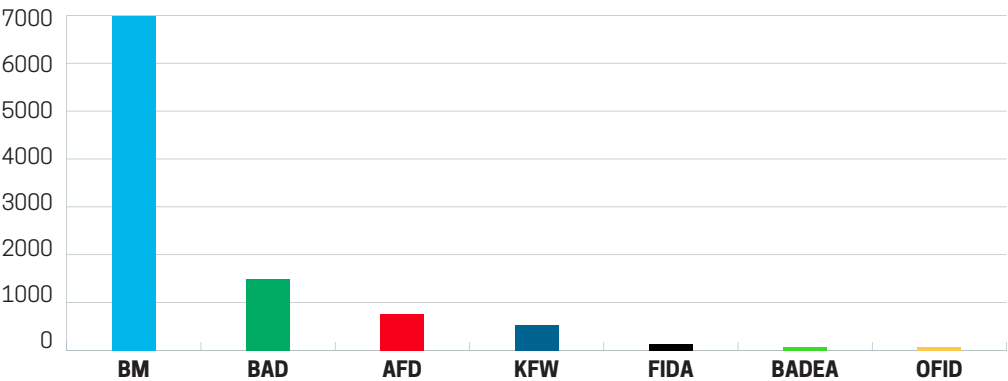
TABLEAU 1 : ALLOCATIONS PAR BAILLEUR (2022-2025) ET ACCROISSEMENT EN 2025

Bailleur	Allocation totale (en millions USD)				Accroissement en 2025	
	2022	2023	2024	2025	En valeur (en millions USD)	En pourcentage
AFD	169,00	406,29	494,26	806,65	312,39	63,20%
BAD	1.500,00	1.501,78	1.578,59	1.585,39	6,80	0,43%
BADEA	88,95	88,95	78,95	164,50	85,55	108,36%
BM	6.700,00	8.659,09	7.190,25	7.411,20	220,95	3,07%
FIDA	70,00	115,48	116,98	132,94	15,96	13,64%
KfW ¹	-	568,45	555,79	555,79	0,00	0,00%
OFID	70,00	70,00	70,00	70,00 ⁽²⁾	0,00	0,00%
Total	-	11.410,04	10.084,82	10.726,47	641,65	6,36%

La trajectoire 2022-2025 montre, par ailleurs, une consolidation de l'enveloppe de la BM, un redressement marqué de l'AFD (qui s'explique en partie par l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar américain³) et de la BADEA, ainsi qu'une stabilisation de l'enveloppe de l'OFID. La BAD progresse à un rythme mesuré, traduisant une continuité de son portefeuille.

Dans l'ensemble, cette configuration révèle une forte concentration des financements autour de la BM et de la BAD, qui constitue toutefois un risque que le Ministère des Finances entend atténuer par une diversification accrue des partenaires et des instruments financiers au cours des trois prochaines années.

FIGURE 1 : ALLOCATIONS DES PTF EN 2025



1 Faute de transmission en temps opportun des données actualisées par la KfW, toutes les informations relatives à ce partenaire sont celles de l'exercice 2024.
2 L'allocation OFID a évolué en 2025 à hauteur de 30 millions USD, et au 31 décembre 2024, un projet d'un montant de 30 millions USD a clôturé.
3 Taux de change EUR/USD : 1,0389 au 31 décembre 2024 ; 1,1750 au 31 décembre 2025.

TABLEAU 2 : TYPES DE PROJETS

	Projets nationaux	Projets régionaux	Appuis budgétaires	Total
AFD	31	0	1	32
BAD	19	4	0	23
BADEA	5	0	0	5
BM	18	1	1	20
BM/AFD	2	0	0	2
BAD/OFID	0	1	0	1
FIDA/AFD	1	0	0	1
FIDA/OFID	1	0	0	1
FIDA/OFID/BADEA	1	0	0	1
KfW	32	3	0	35
Total	110	9	2	121

Au 31 décembre 2025, le portefeuille RDC compte 121 opérations (dont 110 projets nationaux et 2 appuis budgétaires), pour une taille moyenne de 88,65 millions USD. Les cofinancements restent toutefois marginaux, offrant au pays une marge de progression en matière d'effets de levier, de mutualisation des risques et d'harmonisation des procédures des bailleurs.

TABLEAU 3 : TAILLE MOYENNE DES FINANCEMENTS PAR BAILLEUR

	AFD	BAD	BADEA	BM	FIDA	KfW	OFID
Allocation totale (en millions USD)	806,65	1.585,39	164,50	7.411,20	132,94	555,79	70,00
Nombre de projets	35	24	6	22	3	35	3
Taille moyenne du financement (en millions USD)	23,05	66,06	27,42	336,87	44,31	15,88	23,33

DIFFÉRENCE ENTRE PROJET NATIONAL ET PROJET RÉGIONAL

Un projet national désigne une initiative de développement mise en œuvre à l'échelle d'un État. Il est généralement piloté par le gouvernement central et financé, directement ou indirectement, par des ressources nationales ou par des partenariats internationaux. Son objectif est de répondre aux priorités stratégiques et aux enjeux de développement propres au pays, en mobilisant des ressources pour améliorer, par exemple, les infrastructures, la santé ou l'éducation sur l'ensemble du territoire national. Ce type de projet bénéficie d'une coordination et d'un suivi centralisé, permettant une harmonisation des politiques de développement au niveau national.

En revanche, un projet régional implique la coopération entre plusieurs États ou entités territoriales d'une même région. Il est conçu pour traiter des enjeux transfrontaliers tels que la sécurité, la gestion des ressources naturelles, ou encore la facilitation des échanges commerciaux. Ces projets favorisent l'intégration économique, sociale et politique des pays partenaires, en renforçant la coopération régionale et en créant des synergies pour relever des défis communs.

TABLEAU 4 : DÉCAISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2025 (PROJETS NATIONAUX ET RÉGIONAUX)

	AFD	BAD	BADEA	BM	FIDA	KfW	OFID	Total
Solde non décaissé disponible au 1 ^{er} janvier 2025 (en millions USD)	550,42	1.253,16	78,46	5.838,06	66,46	493,86	34,46	8.314,88
Montant décaissé cumulé du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025 (en millions USD)	111,29	444,00	0,21	1.388,21	8,48	61,45	1,01	2.014,65
Taux de décaissement cumulé pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025	20,22%	35,43%	0,27%	23,78%	12,76%	12,44%	2,93%	24,23%

En 2025, le Ministère des Finances a poursuivi ses efforts pour optimiser l'exécution des projets sous financement extérieur, dont l'un des principaux indicateurs est le taux de décaissement, aux côtés du taux d'exécution physique.

Alors que le montant disponible en faveur des projets sur financement extérieur était de 8.314,88 millions USD au 1er janvier 2025, les décaissements cumulés sur l'année atteignent 2.014,65 millions USD, soit un taux agrégé de 24,23% (supérieur aux 21,38% atteints en 2024, équivalant à 1.485,74 millions USD).

Au taux de change moyen repris dans la Loi de finances pour l'exercice 2025 (2.954,4 CDF/USD), les projets du Gouvernement financés par les PTF ont décaissé un montant de 5.952,08 milliards CDF.

Les performances varient toutefois par bailleur, mettant en évidence des dynamiques propres à chaque partenaire. Des taux élevés traduisent généralement des projets

mieux préparés et exécutés (maturité suffisante, fluidité dans la passation des marchés, capacités des unités de mise en œuvre, etc.), tandis que les contre-performances indiquent des goulots d'étranglement persistants (procédures complexes ou mal maîtrisées, conditions suspensives importantes, contexte opérationnel défavorable, etc.).

La performance des projets du Gouvernement (et la capacité d'absorption des fonds mis à leur disposition par les PTF) est un enjeu primordial. Un faible taux de décaissement peut impliquer des retards dans la réalisation voire l'abandon de certains objectifs, une inflation des coûts et des inefficiences, et une détérioration de la crédibilité vis-à-vis des bénéficiaires et des partenaires.

Dans ce contexte, la CSPP joue un rôle fondamental en veillant à la cohérence stratégique, à la planification et au suivi de l'exécution des financements extérieurs.

DÉCAISSEMENT

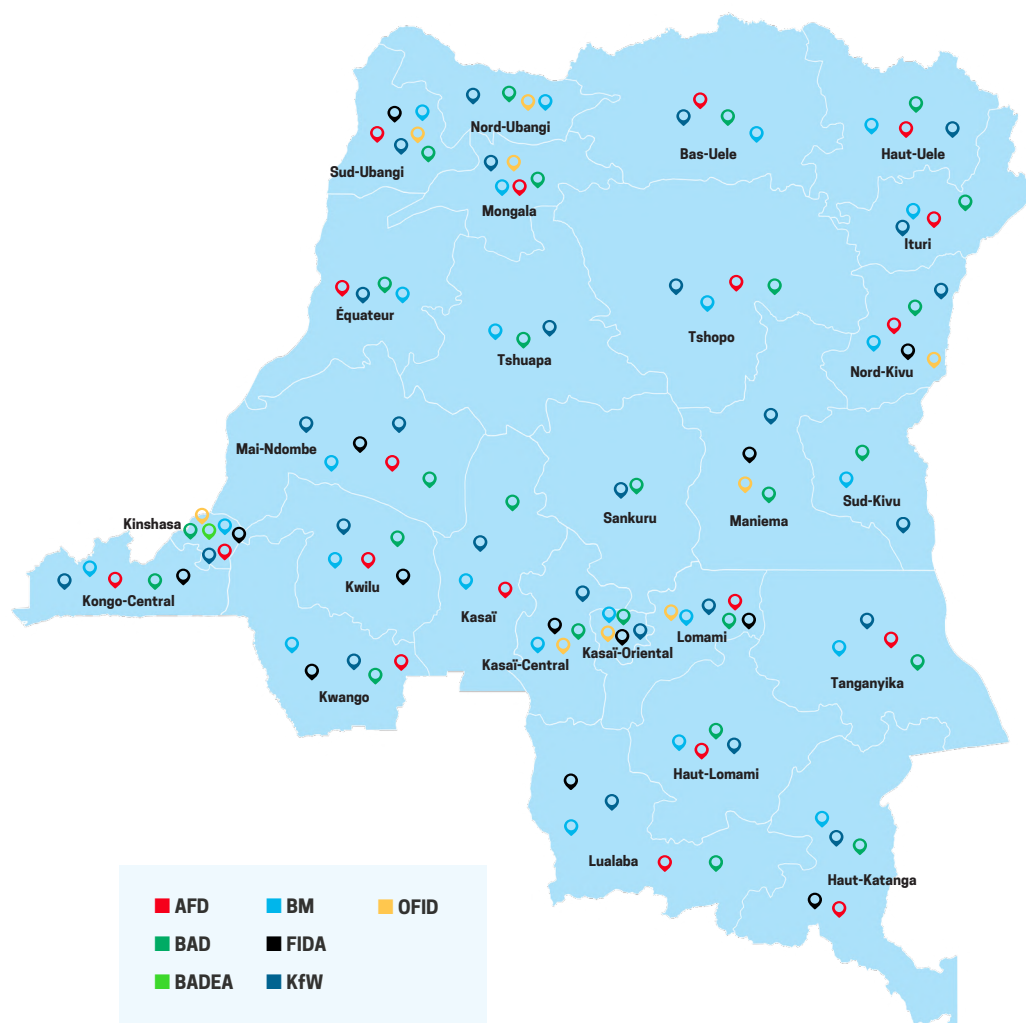
Le décaissement des financements extérieurs désigne la mise à disposition effective des fonds alloués aux projets de développement, selon les modalités convenues avec les PTF.

TABLEAU 5 : STRUCTURE DES FINANCEMENTS

		AFD	BAD	BADEA	BM	FIDA	KfW	OFID	Total	E-%
Projets	Crédit/Prêt	341,18	1.087,63	0,00	4.823,20	44,71	555,79	0,00	6.574,74	61,29%
	Don	0,00	497,76	0,00	1.988,00	0,00	0,00	0,00	3.534,08	5,59%
Appui budgétaire	Crédit/Prêt	17,65	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,16%
	Don	806,65	0,00	164,50	0,00	132,94	555,79	70,00	17,65	100,00%
Total			1.585,39		7.411,20				10.726,47	

Au 31 décembre 2025, les financements obtenus des PTF se composent de 66,89% de crédits/prêts et 33,11% de dons. La prédominance des prêts reflète l'ambition d'investissement du Gouvernement, tout en restant attentif à la soutenabilité de la dette. Les dons, essentiellement orientés vers les secteurs sociaux, demeurent significatifs. Les appuis budgétaires traduisent la confiance des partenaires dans la trajectoire macro-budgétaire et la capacité du pays à conduire des réformes avec rigueur.

FIGURE 2 : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ALLOCATIONS DES PTF EN 2025



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ET SECTORIELLE DES PROJETS

La répartition géographique et sectorielle des projets résulte principalement des orientations définies par le Gouvernement à travers ses documents stratégiques majeurs (Plan National Stratégique de Développement, Programme d'Actions du Gouvernement et Programme d'Investissement Public). Elle est également tributaire des priorités établies par les partenaires financiers, qui orientent leurs interventions vers des zones et des secteurs spécifiques. Cette convergence d'orientations se matérialise généralement à travers des cadres de partenariat (ou des protocoles d'entente), renouvelés périodiquement.

Répartition sectorielle et priorités nationales

La distribution sectorielle des projets en 2025 est portée par les Transports (13,89%), l'Éducation (13,66%), l'Agriculture (11,56%), la Gouvernance (10,26%) et l'Électricité (9,65%).

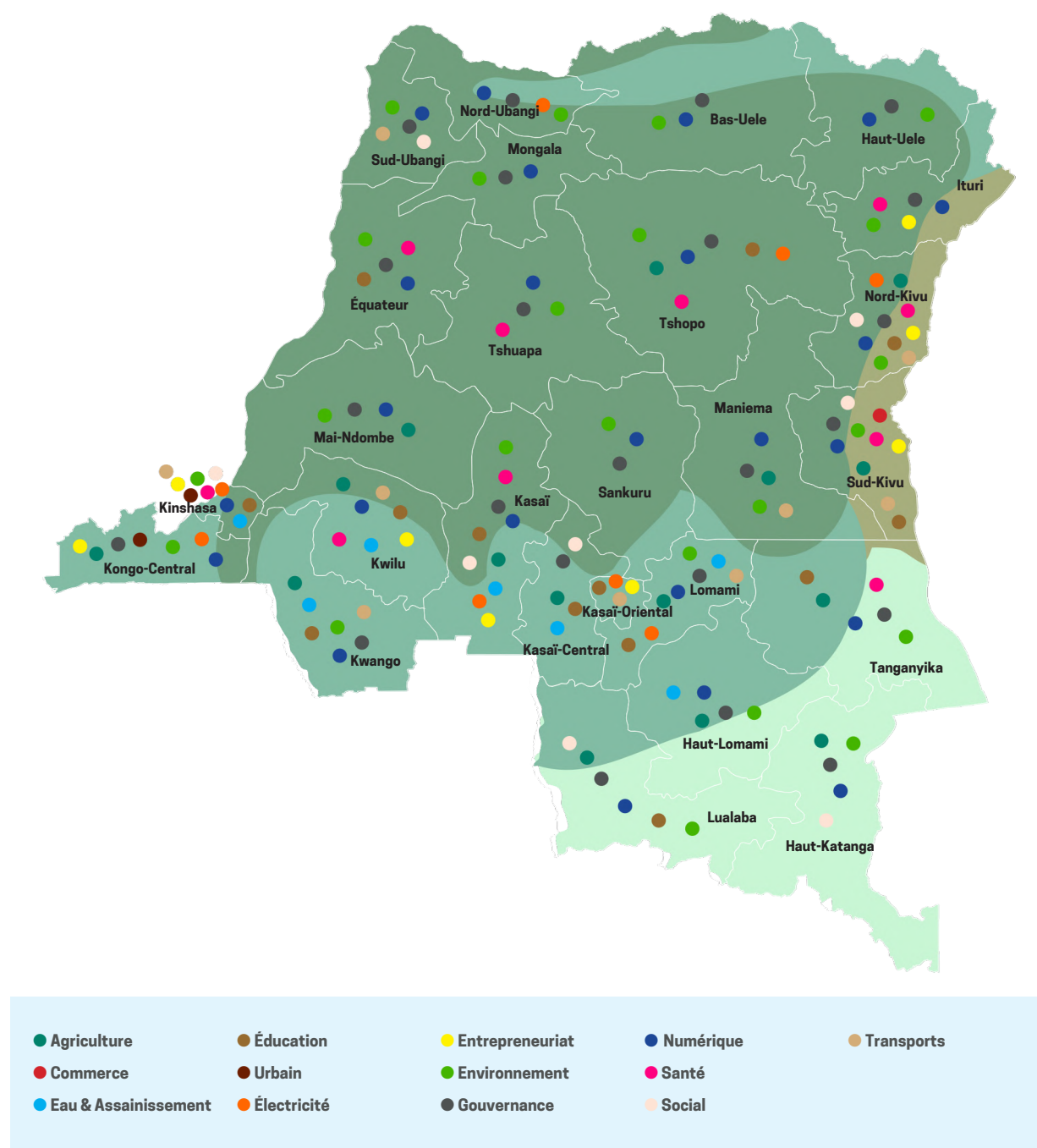
TABLEAU 6 : NOMBRE ET VOLUME DES FINANCEMENTS DES PROJETS ACTIFS PAR SECTEUR EN 2025

Secteur	Nombre des projets actifs	Allocation (en millions USD)	Pourcentage
Agriculture	1	1.239,53	11,56%
Commerce	14	152,00	1,42%
Eau et assainissement	12	655,80	6,11%
Education	10	1.465,75	13,66%
Electricité	3	1.035,03	9,65%
Entrepreneuriat (PME)	15	330,12	3,08%
Environnement	16	529,86	4,94%
Gouvernance	3	1.100,83	10,26%
Numérique (TIC)	10	519,36	4,84%
Santé	9	874,76	8,16%
Social ⁴	10	452,17	4,22%
Transports	5	1.490,39	13,89%
Urbain		880,87	8,21%
Total	121	10.726,47	100,00%

La priorité accordée par le Gouvernement aux infrastructures de transport et à l'éducation traduit une stratégie d'accélération de la connectivité et du renforcement des compétences. Les allocations substantielles en gouvernance et électricité visent la modernisation des institutions et la sécurisation de l'offre énergétique, prérequis à la transformation économique. Les secteurs à forte externalité sociale (santé, eau, urbain, environnement) conservent, en outre, des enveloppes significatives.

⁴ Ce secteur inclut la culture et le sport.

FIGURE 3 : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES SECTEURS FINANCÉS PAR LES PTF EN 2025



L'analyse des interventions des PTF met en évidence le fait que :

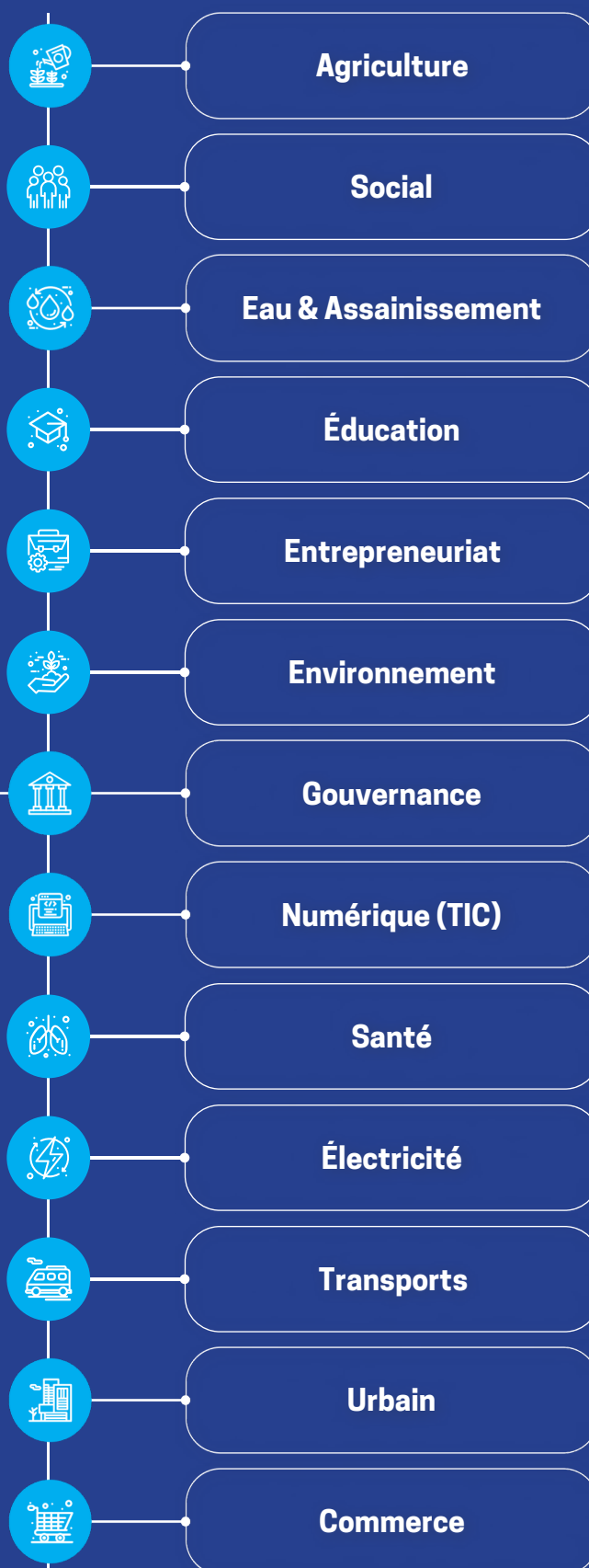
- Les financements de la BM sont prioritairement orientés vers l'Éducation, les Transports (infrastructures), la Gouvernance et la Santé ;
- La BAD privilégie l'Agriculture, les Transports (infrastructures) et l'Électricité ;
- L'AFD cible l'Éducation, la Gouvernance et le secteur Urbain ;
- La KfW se concentre sur l'Environnement, l'Eau & assainissement et l'Électricité ;
- Les enveloppes du FIDA sont exclusivement agricoles ;
- La BADEA finance essentiellement les Transports, et l'OFID le secteur de l'Eau & assainissement.

EN RÉSUMÉ

- Les financements extérieurs en 2025 atteignent 10,73 milliards USD, en hausse de 6,36% par rapport à 2024, portés par la Banque mondiale, la BAD, les bailleurs bilatéraux européens (AFD et KfW), le FIDA, la BADEA et l'OFID.
- Risque de concentration des financements à atténuer au cours des trois prochaines années par une diversification des partenaires et instruments.
- Le portefeuille des projets financés par les PTF compte 121 projets, dont 110 nationaux, pour une taille moyenne de 88,65 millions USD.
- Structure des financements : 66,89% en prêts et 33,11% en dons.
- Décaissements cumulés : 2,01 milliards USD (soit 24,26% de taux de décaissement du portefeuille, supérieur aux 21,38% atteints en 2024), équivalant à 5.952,08 milliards CDF (au taux budgétaire de l'exercice 2025).
- Répartition sectorielle : Transports (13,89%), Education (13,66%), Agriculture (11,56%), Gouvernance (10,26%), Electricité (9,65%), Urbain (8,21%), Santé (8,16%), Eau et assainissement (6,11%), Environnement (4,94%), Numérique (4,84%), Social (4,22%), Entrepreneuriat (3,08%), Commerce (1,42%).
- Priorités gouvernementales : infrastructures, éducation, gouvernance et énergie pour soutenir la transformation économique.

Présentation du portefeuille par secteur et impact

L'appui des partenaires techniques et financiers (PTF) est réparti sur **treize secteurs** clés, **définis conformément aux priorités du Plan d'Actions du Gouvernement**. Les secteurs concernés sont :



Dans la continuité des actions menées par les UGP, cette section présente une synthèse des principales activités mises en œuvre dans le cadre des projets et programmes au cours de l'année 2025. Elle met en évidence les réalisations les plus significatives, leur contribution aux objectifs stratégiques, ainsi que leur pertinence et valeur ajoutée dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. Elle reprend aussi quelques projets mis en vigueur en 2025, en cohérence avec les priorités stratégiques du Gouvernement.



AGRICULTURE

Programme National de Développement Agricole (PNDA)

La revue à mi-parcours du PNDA (mis en œuvre depuis le 15 septembre 2022 et financé à hauteur de 300 millions USD par la Banque mondiale) s'est tenue à Kinshasa du 24 novembre au 05 décembre 2025. Cette revue a permis d'apprécier l'efficacité et l'efficience du dispositif de conception et d'exécution du programme, au regard du contexte opérationnel actuel.

L'exercice a également servi à identifier les ajustements nécessaires afin d'améliorer la performance globale du PNDA et de garantir l'achèvement de toutes les activités dans les délais prévus, dans les provinces du Kasai, du Kasai-Central, du Kongo-Central et du Kwilu.

Les travaux ont débouché sur plusieurs recommandations stratégiques et opérationnelles. Ils ont notamment confirmé l'option de privilégier, dans le cadre du programme, la construction de routes revêtues — rurales et non rurales — en substitution des routes de desserte agricole en terre. Bien que moins coûteuses à court terme, ces dernières se sont révélées nettement moins durables, justifiant ainsi l'orientation vers des infrastructures plus résilientes et pérennes.

Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient (PADRIR)

En octobre 2025, le PADRIR a fait l'objet d'une revue à mi-parcours destinée à évaluer ses performances qualitatives et quantitatives et à apprécier le niveau d'atteinte des résultats.

Au cours de l'année sous revue, les interventions ont été principalement concentrées sur le volet Infrastructures, avec des progrès notables en matière de désenclavement. Des travaux prioritaires de maintien et d'assainissement ont permis la réouverture de l'axe Kasongo-Kindu par le

traitement des points critiques. Par ailleurs, les études techniques ont été réalisées sur un linéaire total de 700 km sur l'axe Kasongo-Lubutu (Maniema), aboutissant à l'élaboration des avant-projets sommaires et détaillés ainsi que des dossiers d'appels d'offres pour la réhabilitation de près de 295 km de pistes rurales prioritaires réparties comme suit : 47 km dans la Lomami, 46 km dans le Kasai-Oriental, 53 km dans le Kasai-Central et 114 km dans le Maniema, incluant les études pour la construction du pont Luambo (10 m) en territoire de Luiza.

En outre, le Programme a procédé à la signature du contrat de construction des bureaux de l'OVD¹ au Maniema et à la réception définitive des travaux de réhabilitation du laboratoire des semences de Kindu au profit du SENASEM².

Dans les secteurs sociaux, le PADRIR a identifié et validé plusieurs sites, dont 70 pour la construction d'écoles primaires, 68 pour les centres de santé et nutritionnels, ainsi que 16 pour les marchés communautaires. En matière d'accès à l'eau potable, les études hydrologiques ont couvert 120 sources d'eau, avec la signature de contrats pour les travaux au Maniema. Par ailleurs, les études hydrogéologiques et les dossiers d'appels d'offres ont été finalisés pour 53 forages d'eau potable, dont 13 au Maniema et 40 dans les provinces du Kasai.



Programme d'Appui au Secteur Agricole au Nord-Kivu (PASA-NK)

Malgré un contexte opérationnel complexe, le PASA-NK a maintenu une mise en œuvre satisfaisante de ses activités, axées sur l'amélioration de la productivité et de la ren-

1 Office des Voies de Desserte Agricole

2 Service National des Semences

tabilité des filières prioritaires (maïs, riz, pomme de terre et café arabica). Les interventions ont renforcé les performances techniques des exploitants (petits producteurs), facilité l'accès aux semences et intrants de qualité, aux équipements, et dynamisé les chaînes de valeur locale.

En 2025, le projet a notamment contribué à l'amélioration des conditions de stockage par la construction de 39 centres de collecte et de 5 entrepôts (500 t) situés dans les centres de consommation et de grande distribution, notamment en ville de Butembo, à Beni, à Goma et à Kiwanja. Une usine de déparchage du café a par ailleurs été construite à Butembo, renforçant la transformation locale.

Enfin, les travaux mécanisés de réhabilitation de 130,3 km de routes de desserte agricole, comprenant les axes Malende-Vuyinga (territoire de Lubero), Kyatsaba-Mununze (territoire de Beni) et Walikale-Kibua (territoire de Walikale) ont été lancés entre novembre et décembre 2025.



Projet d'Autonomisation par la Valorisation de l'Entrepreneuriat agricole et rural, sensible à la Nutrition, Inclusif et Résilient (AVENIR)

Le Projet AVENIR accompagne la transformation durable de l'agriculture familiale dans les provinces autour de Kinshasa. Il vise à améliorer la gestion des ressources naturelles, à contribuer à l'atténuation du changement climatique et à renforcer les revenus ainsi que la diversité alimentaire des ménages ruraux.

Dans cette optique, le Projet a bénéficié d'un cofinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) sous forme de don d'un montant total de 15,75 millions USD, conclu le 17 décembre 2025. Ce financement soutient deux sous-projets :

- ECORELIM³-RDC : Approche de gestion intégrée, durable et adaptative pour la restauration des écosystèmes et la diversification des moyens de subsistance dans les paysages de Miombo (Kwango Sud, Haut-Katanga et Lualaba), doté d'un don de 9.585.931 USD ;
- Projet Congo Bassin (Sustainable Management of the Luki/Mayombe, South Ubangui and Mai-Ndombe tropical forest Landscapes) : Il vise la conservation des ressources naturelles, le développement local, la sécurité alimentaire et l'atténuation du changement climatique, financé à hauteur de 6.166.239 USD.

Projet d'Appui au Développement de Chaînes de Valeur en soutien au Programme de Transformation de l'Agriculture (PADCV-PTA)

Le Programme de Transformation Agricole (PTA RDC) s'inscrit dans la vision stratégique de la RDC visant la transformation structurelle du secteur agricole. Ce Programme, conçu pour une durée de dix ans, ambitionne de renforcer la souveraineté alimentaire du pays, d'organiser les principales chaînes de valeur et de réduire significativement la dépendance vis à vis des importations.

Le lancement officiel de la campagne agricole 2025-2026, tenu le 28 août 2025 à Menkao, sur le plateau de Batéké à Kinshasa, a constitué une étape majeure dans la mise en œuvre du PTA et marqué l'ouverture formelle de la saison agricole A 2025-2026 dans sa zone d'intervention, où les superficies prévues pour l'emblavement sont estimées à 9.050 hectares.



EAU & ASSAINISSEMENT

Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Economiques dans la région du centre - Phase 2 (PRISE II)

Au cours de l'exercice 2025, une mission de terrain, placée sous l'autorité du Ministre d'État, Ministre du Développement Rural, a été effectuée du 22 au 26 septembre afin de procéder à la remise symbolique des ouvrages aux bénéficiaires dans les provinces du Kwilu, du Kwango et du Kasai. Il s'agit de (i) 4 écoles primaires équipées, incluant l'installation de panneaux solaires ; (ii) 5 centres de santé entièrement équipés, également dotés de panneaux solaires ; (iii) 5 marchés ou espaces à vivres, avec leurs installations connexes ; et (iv) 3 systèmes d'adduction d'eau potable (AEP), munis de panneaux solaires et de groupes électrogènes.

³ Approches de gestion Écologiques de Gestion composée pour la Restauration des écosystèmes de Miombo en RDC



Programme Régional d'appui au Développement des Infrastructures et de valorisation des Ressources en Eau transfrontalières entre la République Centrafricaine (RCA) et la République Démocratique du Congo (PREDIRE)

Le Programme PREDIRE, cofinancé par la BAD et l'OFID, est entré en vigueur respectivement le 19 mai 2025 pour la BAD et le 24 juin 2025 pour l'OFID. Il vise la valorisation durable des ressources en eau du bassin transfrontalier de l'Ubangi afin de soutenir le développement socio-économique de la RDC et de la RCA, dans un contexte marqué par des bouleversements d'ordre climatique. Structuré autour du triptyque Eau – Sécurité alimentaire – Climat, le programme intervient dans trois domaines prioritaires : la connaissance et la gouvernance de l'eau, le développement d'infrastructures hydrauliques résilientes, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles.

Pour la RDC, le financement s'élève à 12,5 millions UC⁴ (BAD), complétés par 30 millions USD de l'OFID. La mise en œuvre est assurée par le Ministère du Développement Rural à travers le Projet PRISE II pour la composante 2 (Développement d'infrastructures hydrauliques résilientes et socio-économiques). La CICOS⁵ agit comme agence d'exécution pour la composante 1 (Développement de la connaissance, gouvernance et actifs infrastructurels des ressources en eau dans le bassin de l'Ubangi). La zone d'intervention couvre les provinces du Nord-Ubangi, du Sud-Ubangi et de la Mongala.

⁴ Unités de compte, équivalent à 16,6 millions USD.

⁵ Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha



ÉDUCATION

Projet d'Équité et de Renforcement du Système Éducatif (PERSE) et Projet d'Appui à la Mise à la Retraite des Enseignants et d'Amélioration des Conditions d'Enseignement-Apprentissage (PREACE)

Le PERSE, financé par la Banque mondiale à hauteur de 800 millions USD (dont 444 millions USD en crédit et 356 millions USD en don), appuie la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire en RDC ainsi que plusieurs réformes du Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté (MINEDU-NC). Parmi celles-ci figure le renforcement de l'efficacité du personnel enseignant, à travers un nouveau système de recrutement des enseignants et des directeurs fondé sur le mérite et visant à accroître la participation des femmes. Ce système est destiné à être appliqué sur l'ensemble du territoire national.

Entre avril et mai 2025, le MINEDU-NC a organisé des concours de recrutement dans huit provinces : Ituri, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Kinshasa, Kongo-Central, Kwilu et Lomami. Les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, affectées par la guerre d'agression contre la RDC et partiellement occupées, n'ont pas été incluses dans cette phase.

Sur 32.648 candidats, 7.050 ont été retenus (4.686 enseignants et 2.364 directeurs). Parmi eux, 800 ont été affectés à des postes mécanisés, à la suite de la mise à la retraite d'un nombre équivalent d'enseignants et de directeurs.

La mise à la retraite constitue le mécanisme retenu par le Gouvernement pour libérer les postes nécessaires à l'in-



tégration de nouvelles recrues dans le système éducatif. À cette fin, 19,34 milliards CDF ont été mobilisés dans le budget du pouvoir central, témoignant de la volonté du Gouvernement de moderniser la gestion du personnel enseignant.

Cet effort national sera complété par la contribution du projet PREACE, qui bénéficie d'un financement de 25 millions d'euros de l'AFD. Ce projet accompagnera notamment la mise à la retraite d'un maximum de 4.500 enseignants "craie en main", permettant l'ouverture d'un nombre équivalent de postes pour de jeunes enseignants.

Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Enseignement Primaire (PEQIP) et Projet Education des Filles, Formation Initiale et continue des Enseignants, et Appui à la Continuité de l'Education en Situation d'Urgence (EFFICACE)

Le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) finance le Projet EFFICACE à travers l'AFD pour un montant de 68,5 millions USD, et le PEQIP – à travers la Banque mondiale – à hauteur de 69 millions USD.

Le PEQIP est entré dans sa phase opérationnelle à la suite de son lancement lors d'un atelier organisé à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) du 09 au 13 juillet 2025. Ce projet de quatre ans (2024-2028) vise à renforcer l'équité, l'inclusion et la qualité de l'enseignement primaire public. Il cible les provinces de l'Ituri, du Kasaï, du Kasaï-Central, du Kasaï-Oriental et du Sud-Kivu, avec pour objectifs de financer :

- La construction de 420 nouvelles salles de classe, permettant d'accueillir plus de 21.000 élèves, ainsi que la mise en place d'infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement (latrines, lave-mains) au bénéfice de plus de 85.000 filles et garçons.
- La mise à disposition de près de 5,3 millions de manuels scolaires (français, mathématiques et sciences) destinés gratuitement aux élèves de 5^{ème} et 6^{ème} année de toutes les écoles primaires publiques de la RDC.



ÉLECTRICITÉ

Programme de développement INGA 3 (PDI3) et Projet Régional RUZIZI 3

Portée par l'engagement de Son Excellence Monsieur le Président de la République lors du Sommet des Chefs d'État africains sur l'énergie à Dar es-Salaam en janvier 2025, la RDC a affirmé son leadership continental en présentant son Pacte Énergétique National dans le cadre de

la Mission 300, engagement renforcé par l'endossement du Compact énergétique au Conseil des Ministres du 15 janvier 2025 et la mise en place de la Cellule de suivi de haut niveau (CDMU).

Cette impulsion politique s'est traduite par des avancées significatives, notamment la conclusion, le 04 juin 2025, de l'Accord de financement avec l'IDA d'un montant de 250 millions USD pour le Programme de Développement Inga 3 (PDI3), Phase 1. Cet appui constitue une étape déterminante pour la transformation durable du secteur énergétique, en préparant un investissement d'envergure capable de renforcer substantiellement l'offre nationale d'électricité et de soutenir la dynamique d'industrialisation du pays.

Dans la même dynamique, le Projet régional Ruzizi III a enregistré des avancées notables au cours de l'année. Un Comité de Pilotage (COPIL) pour la RDC s'est tenu du 17 au 18 juillet, permettant de faire le point sur l'état d'avancement du projet et d'orienter les actions prioritaires.

Par ailleurs, des concertations techniques régionales ont eu lieu à Nairobi du 17 au 21 novembre 2025, réunissant l'ensemble des parties prenantes. Ces échanges ont porté sur les aspects financiers et juridiques du projet, et ont permis d'élaborer une feuille de route commune en vue de la clôture financière. Ces efforts ont abouti à une avancée majeure : la confirmation par l'AFD d'un financement additionnel de 30 millions d'euros, illustrant la confiance renouvelée des partenaires et la cohérence des actions engagées par le Gouvernement.

Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration du Secteur Electrique (PAGASE)

Le projet PAGASE a enregistré des avancées significatives dans la modernisation des infrastructures énergétiques et le renforcement du réseau électrique de Kinshasa. La réhabilitation du groupe G16 de la centrale hydroélectrique d'Inga 1 a progressé en 2025 avec l'achèvement du démontage des équipements, l'avancement des travaux de génie civil et le lancement des commandes des principaux équipements. Il en est de même de l'extension de la centrale hydroélectrique de Lungudia, avec l'évolution des travaux d'aménagement et la poursuite des acquisitions d'équipements.

Par ailleurs, la fiabilisation des systèmes de comptage des postes et sous-stations de Kinshasa affiche un niveau d'exécution de 73%.

Ces résultats traduisent des progrès vers la consolidation des bases techniques nécessaires à l'amélioration de la desserte électrique.



SANTÉ

Projet Multisectoriel de Nutrition et de Santé (PMNS) et Projet d'Urgence pour le Système de Préparation et de Réponse aux Risques (PUSPRR)

De 2019 à 2023, la part du financement extérieur du secteur de la santé en RDC provenant des Etats-Unis s'est établie entre 19% et 23%. La diminution de l'appui américain, notamment via l'USAID, équivaut ainsi à une perte de plus de 20% des ressources extérieures en faveur de ce secteur (soit environ 180 millions USD), avec plusieurs risques majeurs (rupture d'intrants essentiels, réduction des activités communautaires, résurgence de crises épidémiques, affaiblissement de la chaîne logistique, etc.), particulièrement dans les zones affectées par les conflits.

C'est dans ce contexte que le PMNS tend vers sa clôture, prévue le 04 juillet 2026. Avec un financement de 542 millions USD de la Banque mondiale (280 millions en prêt et 262 millions en don), ce projet a permis la construction de 240 établissements de soins de santé (ESS) et l'équipement en matériels médicaux ou en énergie solaire de plus de 1000 ESS, répartis dans les provinces du Kasai, du Kasai-Central, du Kwilu et du Sud-Kivu.

Le PMNS a également contribué au financement et à la mise en œuvre de la gratuité des soins maternels. Jusqu'au 31 décembre 2025, 2.438.026 accouchements gratuits ont été pris en charge dans les ESS appuyés par le projet, couvrant 11 provinces (Haut-Lomami, Kasai, Kasai-Central, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Mongala, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Sud-Ubangi et Tshuapa). Le Gouvernement appuie les provinces de Kinshasa et du Kongo-Central sur ressources internes.



et infantile, une prolongation du PMNS ainsi qu'un financement additionnel sont envisagés. Ces mesures visent à soutenir la transition vers une prise en charge entièrement nationale de la gratuité de la maternité.

Par ailleurs, un nouveau projet financé par la Banque mondiale est entré en vigueur en 2025. Il s'agit du Projet d'Urgence pour le Système de Préparation et de Réponse aux Risques (PUSPRR), doté d'un financement de 250 millions USD (prêt). Ce projet a pour objectif de renforcer la résilience du système de santé et de consolider la préparation ainsi que la réponse multisectorielle aux urgences sanitaires en RDC.



Face à la diminution des financements extérieurs et au besoin de poursuivre l'amélioration de la santé maternelle



ENVIRONNEMENT

Contrats d'Achat/Vente des Réductions des Emissions de la Province du Mai-Ndombe (CAVRE/ERPA)

La RDC et la Banque mondiale, agissant en tant qu'Administrateur du Fonds Carbone du Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FPCF), avaient signé le 21 septembre 2018 deux contrats émis dans le cadre du Programme de Réduction des Emissions (PRE) de la province du Mai-Ndombe.

Ces accords poursuivent l'objectif (i) d'assurer le paiement à la RDC pour les réductions d'émissions qui sont mesurées, rapportées et vérifiées, notamment celles liées à la diminution de la déforestation, de la dégradation

des forêts et au renforcement des stocks de carbone forestier dans la province du Maï-Ndombe ; et (ii) de garantir la redistribution de ces paiements conformément à un Plan de Partage des Bénéfices (PPB)⁶.

Les paiements prévus dans le cadre des CAVRE/ERPA sont basés sur la performance et peuvent atteindre jusqu'à 55 millions USD.

Leur mise en vigueur est intervenue le 25 avril 2025, après que le Gouvernement ait rempli l'ensemble des conditions contractuelles. Cette étape a permis un premier décaissement de 19,48 millions USD, actuellement mobilisés pour financer, entre autres, des infrastructures communautaires conformément aux dispositions du PPB.



Un forage d'eau dans la commune rurale d'Oshwe, réalisé grâce au paiement non basé sur la performance des CAVRE/ERPA



TRANSPORTS

Projet de Développement du Transport et de la Connectivité (PDTC)

La mise en vigueur du projet PDTC dans un temps record, deux mois après la signature de l'Accord de financement, constitue un signal de l'engagement du Gouvernement à améliorer la connectivité terrestre et numérique entre les provinces, et à réduire durablement la fragmentation géographique du territoire national.

Deuxième projet d'une série de trois, le PDTC (PACT 2) permettra de réhabiliter et de moderniser 200 kilomètres de routes en standard deux fois deux voies, portant ainsi à 480 km le linéaire total de routes réhabilitées. Il comprend également la construction de deux ponts stratégiques d'une longueur de 200 mètres et 700 mètres. Ces

⁶ Validé en mai 2022

infrastructures majeures permettront de relier les provinces de Lomami et du Maniema, de desservir ces deux territoires et de favoriser le désenclavement durable des zones concernées tout en renforçant l'intégration territoriale Ouest-Centre-Est.

Les interventions prévues bénéficieront à environ 7,64 millions de personnes grâce à un meilleur accès aux services essentiels, notamment l'éducation, la santé, les marchés et les services administratifs. Dans un rayon de 20 kilomètres autour du corridor, près de 690.000 personnes (dont 50% de femmes) bénéficieront directement de l'amélioration de l'état des routes, ainsi que de la disponibilité des infrastructures de connectivité numérique et d'approvisionnement en énergie.

Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport (PACT)

Le lancement officiel des travaux de bitumage de la Route Nationale n°2 (RN2), sur le tronçon reliant Butembo au territoire de Kanyabayonga, a eu lieu dans la ville de Butembo le vendredi 19 décembre 2025 en présence du Ministre des Infrastructures et Travaux Publics.

Dans un contexte marqué par la persistance des défis sécuritaires dans la partie Est de la RDC, le démarrage des travaux de bitumage de la route Butembo-Kanyabayonga constitue une étape décisive étant donné que les travaux visent à améliorer la connectivité de cette zone restée longtemps enclavée, à faciliter la mobilité des personnes et des biens ainsi qu'à renforcer l'accès aux services.



En effet, dans un pays où la fragmentation géographique demeure un défi à relever, le démarrage de ce chan-

tier ouvre de nouvelles perspectives socioéconomiques pour les populations locales. Il permettra d'apporter une réponse durable à plusieurs contraintes structurelles et représente un levier important pour la lutte contre l'insécurité et la stabilisation de la région.

Les travaux prévus comprennent notamment le bitumage du tronçon long de 160 km, l'installation des infrastructures d'accueil de la fibre optique, ainsi que l'aménagement d'aires de repos tous les 50 km, qui contribueront à renforcer la sécurité routière et à améliorer le confort des usagers.



URBAIN

Projet de Développement Multisectoriel et de Résilience Urbaine de Kinshasa (PDMRUK/Kin Elenda)



Le 13 décembre 2025, s'est tenue la cérémonie de réception des travaux de reconstruction du pont Mfusu, d'aménagement des zones érodées et de remise en état de la route d'accès au CET⁷ Mpsa (dans la Commune de N'Sele), exécutés dans le cadre du Projet KIN ELENDA.

Situé à l'Est de Kinshasa, le pont Mfusu (long de 15 mètres et construit en béton armé avec des poutres préfabriquées) est implanté sur l'axe stratégique reliant la Route Nationale n°1 (RN1) au CET Mpsa, qui demeure à ce jour l'unique centre de traitement des déchets solides de la capitale.

Par ailleurs, la finalisation des travaux de construction de la maison communale de Ndjili constitue une étape majeure vers l'achèvement du projet. Exécutés sur une période d'environ 24 mois pour un coût global de 5,28 millions USD, ces travaux ont permis la réalisation d'un complexe administratif et sociocommunautaire moderne, structuré autour de quatre bâtiments administratifs fonctionnels ainsi que l'aménagement de deux espaces publics. Outre les bâtiments identifiés ci-dessous, les aménagements extérieurs ont notamment porté sur la construction d'une clôture de délimitation du périmètre de la municipalité, la création de zones arborées et l'aménagement des aires de stationnement. Le complexe comprend :

- Le bâtiment administratif principal, destiné à abriter l'ensemble des services municipaux, incluant les fonctions d'accueil, d'état civil, de gestion administrative et de délivrance des services de proximité aux usagers ;
- Un commissariat de la Police Nationale Congolaise, rattaché à la Commune et comprenant des espaces opérationnels ainsi que des locaux techniques nécessaires au fonctionnement des services de sécurité ;
- Un pavillon commercial et socio-culturel, regroupant des blocs commerciaux, un espace de restauration, une bibliothèque communale et des blocs sanitaires publics ;
- Le bâtiment du Conseil communal de la Jeunesse, réhabilité et dédié à l'encadrement, à la participation citoyenne et au développement des initiatives des jeunes de la Commune de Ndjili.

Ces infrastructures ont été conçues dans une optique d'amélioration de l'offre de services publics de proximité, de renforcement des capacités institutionnelles de gestion urbaine et de facilitation de l'accès des populations aux infrastructures essentielles. À ce titre, elles pourraient servir de modèle pour la réalisation d'autres maisons communales à travers la RDC.

Projet de Résilience aux Inondations Urbaines en RDC (PRIUR)

La mise en vigueur du PRIUR, intervenue le 31 juillet 2025, marque une étape déterminante dans la recherche et la mise en œuvre de solutions durables face aux problématiques récurrentes d'inondations affectant plusieurs villes du pays. A travers ce projet, le Gouvernement réaffirme l'engagement des pouvoirs publics à renforcer la résilience des villes congolaises face aux chocs climatiques et environnementaux, tout en protégeant les populations et en développant des infrastructures résilientes.

⁷ Centre d'enfouissement technique

Entre mi-novembre 2023 et avril 2025, des pluies d'une intensité exceptionnelle ont provoqué de graves inondations dans plusieurs villes de la RDC dont Kinshasa et Kalemie, occasionnant des pertes en vies humaines et des dommages sur les infrastructures essentielles telles que les routes, les réseaux électriques, le système d'approvisionnement en eau, les terres agricoles, les habitations, etc. Ces événements ont mis en évidence l'ampleur des défis liés à la gestion des risques d'inondation en milieu urbain et la nécessité d'une réponse structurée, coordonnée et durable à l'échelle nationale.

C'est dans ce contexte qu'a été mis en place le PRIUR, financé par la Banque mondiale à hauteur de 200 millions USD. Dans sa première phase, il vise à renforcer les capacités de gestion des risques liés au climat et des risques de catastrophes en RDC, et de réduire les risques d'inondations dans les villes de Kinshasa et Kalemie (Tanganyika).



COMMERCE

Projet de Facilitation du Commerce et Intégration dans la région des Grands-Lacs (PFCIGL)

Les 03 et 04 décembre 2025, le PFCIGL a officiellement lancé les travaux de réhabilitation et de construction du port public de Kalundu, des postes frontaliers de Kavimvira et de Nyamoma ainsi que du marché transfrontalier de Kavimvira, dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 2 dédiée aux infrastructures de facilitation du commerce transfrontalier.



La cérémonie de pose de la première pierre sur les différents sites a été effectuée par Monsieur le Secrétaire

Général au Commerce Extérieur, représentant le Ministère du Commerce Extérieur aux côtés du Gouverneur de la province du Sud-Kivu.



GOUVERNANCE

Projet d'amélioration du recouvrement des recettes et de la gestion des dépenses en RDC (ENCORE)

En 2025, le secteur de la Gouvernance a enregistré des progrès significatifs dans le cadre des réformes structurantes visant à renforcer l'efficacité des services publics, conformément au 5^e pilier du PAG 2024-2028. Ces avancées ont été particulièrement marquées par le lancement opérationnel de la déconcentration de l'ordonnancement des dépenses du pouvoir central, avec l'appui du projet ENCORE.

Prévues par la Loi relative aux finances publiques (LOFIP) de 2011 (telle que modifiée à ce jour), ces mesures, attendues depuis 14 ans, visent à transférer progressivement aux ministères sectoriels le pouvoir d'ordonnancer leurs dépenses actuellement exercé par le Ministère des Finances, afin de (i) renforcer la responsabilité et la redevabilité des gestionnaires publics en rapprochant la décision financière des centres réels de responsabilité, (ii) accroître la célérité dans l'exécution des dépenses publiques, et (iii) consolider la discipline budgétaire.

L'année 2025 a ainsi constitué une étape clé avec (i) la validation de l'ensemble des prérequis informatiques et comptables, (ii) l'interfaçage des modules de gestion avec la Banque Centrale du Congo, (iii) l'opérationnalisation de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), et (iv) l'assermentation et le déploiement de 55 comptables publics, notamment dans les neuf ministères concernés par l'entrée en vigueur de la réforme en 2026⁸.

En parallèle, d'autres réformes se sont poursuivies telles que :

- La réforme sur le Compte Unique du Trésor (CUT) avec la mise en place du Comité de pilotage qui a pour mission d'assurer la coordination technique et le suivi de ladite réforme ;
- L'assainissement du Fichier de Référence de l'Administration Publique (FRAP) par l'identification biométrique des agents publics et la rationalisation du fichier de paie à travers la préparation d'une nouvelle politique salariale ;

⁸ Ministères (i) de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté, (ii) du Développement rural, (iii) de la Santé, (iv) des Infrastructures et Travaux publics, (v) de la Défense nationale et Anciens combattants, (vi) de l'Agriculture, (vii) de l'Enseignement supérieur et universitaire, (viii) de la Pêche et Élevage et (ix) des Finances.

- Le renforcement de la gestion des finances publiques au niveau local par l'amélioration de l'assiette fiscale des régies provinciales. Dans ce cadre, une vaste opération de recensement dans les provinces du Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental et Lomami, a permis d'enregistrer 331.587 assujettis.



PROTECTION SOCIALE

Projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix (STEP)

Le Projet STEP s'est achevé le 30 juin 2025, après environ 11 ans de mise en œuvre. Financé à hauteur de 824 millions USD par la Banque mondiale (dont 3 financements additionnels), ce projet de protection sociale a couvert au fil des années 13 provinces⁹. Il a permis la construction de plus de 4.300 infrastructures communautaires et appuyé 927.000 ménages vulnérables (dont des réfugiés) via ses programmes de filets sociaux (travaux à haute intensité de main-d'œuvre et transferts monétaires inconditionnels), contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie de 12 millions de personnes. Le projet a aussi contribué à la mise en place d'un Registre Social Unifié (RSU), dont la phase pilote a permis d'enregistrer 421.156 ménages (1.836.272 personnes).

Le projet de décret portant création, organisation et fonctionnement de ce registre a été examiné et approuvé lors de la 53^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Ministres du 25 juillet 2025, et contribuera à l'amélioration de la coordination des interventions dans le secteur de la protection sociale en RDC.



ENTREPRENEURIAT et PME¹⁰

Projet de transformation économique des entreprises féminines et modernisation des PME pour l'emploi et la croissance (TRANSFORME)

En 2025, le Projet TRANSFORME a accéléré la mise en œuvre des appuis destinés aux entrepreneurs dans ses zones d'intervention, en dépit du contexte sécuritaire difficile dans la partie Est de la RDC. Les actions ont ciblé trois catégories de bénéficiaires (femmes micro-entrepreneures, nouvelles entreprises et PME établies), contribuant ainsi aux priorités nationales en matière de création d'emplois et de développement de l'entrepreneuriat :

- Appui aux femmes micro-entrepreneures : 2.146 femmes ont bénéficié de subventions en nature, 1.132 ont bénéficié d'un suivi post-financement, 23.531 femmes ont suivi la Formation en Initiative Personnelle (FIP), et 21.256 ont été formées au Plan d'Affaires Simplifié (PAS) parmi les 24.256 bénéficiaires ciblées pour les subventions en nature.
- Accompagnement des nouvelles entreprises : le dispositif COPA¹¹ – Nouvelles Entreprises a présélectionné 3.354 entreprises tandis que la formation FOPE¹² a couvert 12.000 nouvelles entreprises informelles, dont 68% de femmes et 24% de jeunes.
- Soutien aux PME établies : 3.204 PME ont été présélectionnées et 1.155 ont été retenues pour financement.

Par ailleurs, la revue à mi-parcours, tenue en novembre 2025, a souligné la nécessité d'étendre les activités du projet dès l'année prochaine afin de (i) consolider les acquis du projet, amplifier les impacts et répondre à la demande croissante des bénéficiaires ; (ii) accompagner des réformes structurantes pour l'amélioration du climat des affaires et l'inclusion financière ; et (iii) soutenir la mise à l'échelle des activités le long des corridors stratégiques (Banana, Lobito, etc.).



⁹ Nord-Kivu, Sud-Kivu, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi, Ituri, Kasai-Central, Kinshasa, Kongo-Central, Kwango, Tshopo, Haut-Uélé, Bas-Uélé, Tanganyika

¹⁰ Petite et Moyenne Entreprise

¹¹ Concours de Plans d'Affaires

¹² Formation de Promotion de l'Entrepreneuriat

Cadre des résultats inter bailleur

TABLEAU 7 : MATRICE DE SUIVI

N°	INDICATEURS PAR SECTEUR D'INTERVENTION	Unité de mesure	Valeurs de référence 2024	Année 2025		Taux de réalisation %
				Prévu	Réalisé	
Secteur Transports						
1	Km de routes d'intérêt national construits/réhabilités	Nbre	111	412,3	28,4	6,88%
2	Km de routes rurales (agricoles) construits/réhabilités	Nbre	53,4	521,3	203,3	38,99%
3	Ponts/Ouvrages de franchissement construits/réhabilités	Nbre	21	87	8	9,1%
4	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	2.343	ND	ND	ND
Secteur Agricole						
1	Ménages bénéficiant d'une intervention/services (semences améliorées des cultures vivrières et maraîchères et autres) des projets agricoles	Nbre	118.220	110.000	123.170	111%
2	Ménages bénéficiant d'une intervention/services (matériel aratoire) des projets agricoles	Nbre	ND	110.000	115.943	105%
3	Superficies emblavées par les ménages ayant bénéficié d'une intervention/services (semences améliorées, matériel aratoire) des projets agricoles	Ha	ND	64.050	42.050	65,65%
4	Agri-multiplicateurs (agripreneurs) bénéficiant d'une intervention/services des projets agricoles (adoption des pratiques agroécologiques et agroforestières)	Nbre	88	685	738	106%
5	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	21.819	380	379	99,7%
Secteur Eau & Assainissement						
1	Systèmes d'AEP ¹ construits/réhabilités	Nbre	32	26	25	96%
2	Proportion des ménages ruraux ayant un accès durable à une source d'eau potable améliorée	%	15	40	32	80%
3	Usines de traitement d'eau construites/réhabilitées	Nbre	1	4	3	75%
4	Ménages bénéficiant de nouveaux branchements réalisés	Nbre	8.756	ND	ND	ND
5	Ménages bénéficiant de services d'eau améliorés (nouveaux branchements)	Nbre	567.756	28.000	19.705	70,3%
6	Latrines publiques construites/réhabilitées	Nbre	46	88	82	93,18%
7	Capacité de production d'eau potable financée	M3/jour	17.800	150.000	110.000	73,3%

1 Adduction d'eau potable

N°	INDICATEURS PAR SECTEUR D'INTERVENTION	Unité de mesure	Valeurs de référence 2024	Année 2025		Taux de réalisation %
				Prévu	Réalisé	
8	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	1.500	ND	ND	ND
Secteur Protection Sociale						
1	Femmes vulnérables réinsérées dans la société à travers le renforcement de leurs capacités, l'octroi de micro-crédits et les actions visant à mettre fin aux VBG	Nbre	487.019	60.000	4.879	8%
2	Jeunes vulnérables (18-35 ans) réinsérées dans la société à travers le renforcement de leurs capacités, l'octroi de micro-crédits et les actions visant à mettre fin aux VBG	Nbre	386.188	30.000	8.870	29,56%
3	Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale (moyens de subsistance), par sexe et par groupe de vulnérables (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident de travail, pauvres et personnes vulnérables)	%	78	ND	ND	ND
4	Bénéficiaires des programmes de protection sociale (bénéficiaires de THIMO ² , TMI ³ et bénéficiaires d'actifs productifs)	Nbre	927.701	18.400	3.466	19%
5	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	270.304	1.530	1.054	68,8%
Secteur Privé/Commerce/Entrepreneuriat						
1	Jeunes entrepreneurs bénéficiant d'une formation, d'un coaching, d'un accompagnement technique et de subventions en espèce	Nbre	2.190	ND	ND	ND
2	Femmes micro-entrepreneurs bénéficiaires d'une formation, d'un coaching, d'un accompagnement technique et de subventions en nature et/ou en espèce	Nbre	7.142	31.375	29.848	95,13%
3	PME bénéficiaires d'une formation, d'un coaching, d'un accompagnement technique et de subventions de contrepartie	Nbre	460	750	1.055	140%
4	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	15.488	10.000	284	2,8%
Secteur Environnement						
1	Hectares reboisés ou avec une augmentation de la couverture d'arbres	Nbre	100	5.000	1.400	28%
2	Foyers améliorés distribués aux ménages pour lutter contre la déforestation	Nbre	ND	ND	ND	ND
3	Plan d'aménagement produit dans le cadre des projets	Nbre	ND	ND	ND	ND
4	Superficies (hectares) bénéficiant de programmes de gestion durable des ressources et/ou du foncier	Nbre	3.395	215.000	1.400	0,6%

² Travaux à haute intensité de main d'œuvre

³ Transferts monétaires inconditionnels

N°	INDICATEURS PAR SECTEUR D'INTERVENTION	Unité de mesure	Valeurs de référence 2024	Année 2025		Taux de réalisation %
				Prévu	Réalisé	
5	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	56	2	2	100%
Secteur Éducation						
1	Enfants scolarisés au primaire au cours de l'année scolaire 2024-2025 bénéficiant de manuels et kits financés par les projets	Nbre	6.020	2.000.000	2.125.994	106,29%
2	Enfants scolarisés au primaire au cours de l'année scolaire 2024-2025 bénéficiant de la gratuité de l'enseignement grâce aux projets sur financement extérieur	Nbre	ND	2.000.000	2.125.994	106,29%
3	Infrastructures scolaires (écoles/centres de formation) construites/réhabilitées et équipées	Nbre	320	41	41	100%
4	Effectifs d'enseignants/Directeurs et personnels enseignants bénéficiant d'un appui des projets financés par les bailleurs	Nbre	77.935	473.504	368.052	77,73%
5	Enseignants Nouvelles Unités intégrées dans le fichier de paie	Nbre	36.689	802	680	84,79%
6	Enseignants nouvellement recrutés suivant le nouveau programme de recrutement sur mérite	Nbre	240	6.736	4.686	69,57%
7	Directeurs d'écoles primaires nouvellement recrutés suivant le nouveau programme de recrutement sur mérite	Nbre	60	2.364	2.364	100%
8	Enseignants/Directeurs ayant bénéficié de la formation intégrée portant sur (i) le mécanisme de gestion des plaintes en milieu scolaire et (ii) la gestion des frais de fonctionnement alloués aux écoles	Nbre	38.886	267.200	193.268	72,33%
9	Enseignants/Directeurs (Points focaux) formés dans les écoles sur les Violences Basées sur le Genre/ Exploitation, Abus Sexuel/Harcèlement Sexuel (VBG/EAS/HS)	Nbre	20.100	247.100	168.760	68,29%
10	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	2.800	71	71	100%
Secteur Santé						
1	Infrastructures sanitaires/soins (postes de santé/centres de santé/hôpitaux, unités de triage et Hub) construites/réhabilitées	Nbre	165	282	228	80,85%
2	Infrastructures sanitaires/soins (postes de santé/centres de santé/hôpitaux) équipées	Nbre	2.465	972	972	100%
3	Bénéficiaires de médicaments, intrants nutritionnels, équipements médicaux et commodités de planification familiale (nombre de personnes dont l'accès aux soins a été amélioré + femmes ayant utilisé les méthodes contraceptives modernes)	Nbre	4.804.67	20.160.000	19.898.257	98,70%
4	Femmes ayant bénéficié de la gratuité de l'accouchement	Nbre	ND	1.320.389	969.659	73,44%

N°	INDICATEURS PAR SECTEUR D'INTERVENTION	Unité de mesure	Valeurs de référence 2024	Année 2025		Taux de réalisation %
				Prévu	Réalisé	
5	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	30	ND	ND	ND
Secteur Urbain						
1	Km de routes urbaines/voirie construits/réhabilités	Nbre	9,43	20,95	14,95	71,36%
2	Km d'ouvrages hydrauliques de drainage construits/réhabilités	Nbre	ND	8,54	8,54	100%
3	Documents de planification urbaine produits et validés	Nbre	ND	ND	ND	ND
4	Emplois directs créés par les projets dans le secteur (UGP et firmes)	Nbre	500	2.058	2.058	100%

Contrepartie nationale

Les fonds de contrepartie constituent un levier stratégique qui illustre l'engagement du Gouvernement à soutenir la réalisation des objectifs des projets. Ils représentent la contribution financière du pays bénéficiaire, venant compléter les ressources mobilisées auprès des PTF.

Inscrits généralement dans les Accords de financement, ces fonds servent à couvrir la part des coûts que le bailleur ne prend pas en charge. Ils peuvent être apportés sous forme monétaire, fiscale ou en nature (valorisée en unité monétaire). En 2025, les engagements du Gouvernement au titre de la contrepartie nationale s'élevaient à 109,76 millions USD, dont 23,04 millions USD déjà décaissés. Le solde (86,72 millions USD) sera libéré au fur et à mesure de l'exécution des projets, conformément aux dispositions des accords de financement.

TABEAU 8 : CONTREPARTIE NATIONALE AUX PROJETS SUR FINANCEMENT EXTÉRIEUR - SITUATION EN 2025

Projet	Montant de la contrepartie (en millions USD)	Montant payé (en millions USD) au 31 décembre 2025	Solde à payer
BAD			
PRODAN (Programme d'appui au Développement Agro-industriel de Ngandajika)	21,03	3,00	18,03
Projet de Construction du Corridor Economique Transnational RDC – Angola	13,20	5,28	7,92
Projet d'Aménagement de la Route RN2 Bukavu – Goma, Phase 1	9,98	0,00	9,98
PPSA 2 (Projet Prioritaire de Sécurité Aérienne 2)	8,20	7,20	1,00
PADSFI (Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier et à l'Inclusion financière)	1,50	1,50	0,00
PRISE II (Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Économiques dans la région centre, Phase 2)	6,85	0,00	6,85
BADEA			
Projet de réhabilitation de voirie de Kinshasa, Phase 1	9,46	3,78	5,68
FIDA			
AVENIR (Projet d'Autonomisation par la Valorisation de l'Entrepreneuriat Agricole Rural, Sensible à la Nutrition, Inclusif et Résilient)	18,90	0,28	18,62
PADRIR (Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient)	14,69	0,31	14,38
PASA-NK (Projet d'Appui au Secteur Agricole dans la Province du Nord-Kivu)	5,95	1,69	4,26
TOTAL	109,76	23,04	86,72

Perspectives

Pour l'année 2026, les orientations de la CSPP s'inscrivent en alignement avec le plan stratégique triennal, qui traduit les ambitions du Ministère des Finances en matière de projets et programmes à financement extérieur et constitue le cadre stratégique et opérationnel de référence pour l'organisation, le suivi et la performance du portefeuille. Ce plan vise

à renforcer la gouvernance, assurer la cohérence des interventions et orienter la planification dans le temps.

Selon les prévisions du Ministère, la CSPP devra mobiliser environ 3,2 milliards USD en 2026 pour financer des projets et programmes structurants, contribuant ainsi à la mise en œuvre des priorités nationales de développement. Dans ce contexte, une attention particulière sera portée à la diversification des sources de financement, à l'utilisation de nouveaux instruments et à la mobilisation de garanties, afin de sécuriser les ressources nécessaires et soutenir les projets à fort impact.

Parallèlement, des mesures seront mises en œuvre pour améliorer la prise de décision grâce à des informations fiables, des outils de suivi performants et des évaluations régulières. Une meilleure coordination interinstitutionnelle sera encouragée afin de renforcer la synergie au sein du Ministère des Finances, d'améliorer la rédevabilité et de garantir une action publique plus responsable.

Par ailleurs, la stratégie prévoit d'élargir le portefeuille en intégrant de nouvelles thématiques, des financements innovants et des partenariats diversifiés. L'objectif est d'accroître la résilience du portefeuille, d'optimiser l'utilisation des ressources extérieures et de maximiser l'impact sur le développement socio-économique de la RDC.

Enfin, les projets en cours de préparation/négociation et en instance de mise en vigueur sont repris dans le tableau ci-dessous :

TABEAU 9 : PROJETS EN COURS DE PRÉPARATION/NÉGOCIATION ET EN INSTANCE DE MISE EN VIGUEUR

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs
BM					
1	PCTEE (Projet Compétences pour la Transformation Economique et l'Emploi en RDC)	Éducation	300	Kinshasa, Kongo-Central, Haut-Katanga et Lualaba	- Améliorer l'accès à des programmes de développement des compétences de qualité et adaptés au marché ; - Renforcer l'employabilité, y compris pour les femmes.
2	Kin La Belle (Projet de gestion des déchets solides et création d'emplois)	Urbain	250	Kinshasa	- Fournir un accès aux infrastructures et aux services de gestion des déchets solides dans les zones cibles de Kinshasa ; - Augmenter les opportunités d'emploi dans ce secteur.
3	PASEA 2 (Programme d'Accès aux services d'Eau et d'Assainissement, Phase 2)	Eau et assainissement	200	Kongo-Central et Lomami	- Accroître l'accès à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement (EPA) dans les milieux ruraux et périurbains dans les provinces du Kongo-Central et de Lomami ; - Améliorer la gouvernance et les capacités des secteurs public et privé dans les prestations de service EPA.

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs
4	PAAEPA (Projet d'Amélioration de l'Accès aux Services d'Eau et d'Assainissement à Kinshasa)	Eau et assainissement	BM : 200 OFID : 50 BAD : 150 BADEA : 70	Kinshasa	- Améliorer l'accès à l'eau potable dans les zones mal desservies ; - Renforcer les capacités institutionnelles dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.
5	ENCORE 2 (Enhancing Collection of Revenue and Expenditure Management Project)	Gouvernance	250	Kasaï, Kasaï-Central, Kasaï-Oriental, Lomami, Équateur, Maniema et Kongo-Central	- Accroître la transparence des revenus miniers ; - Améliorer la gestion des dépenses au niveau central et dans les provinces concernées par le projet.
BAD					
6	Projet de Renforcement de la Connectivité au Parc Agroindustriel de Ngandajika	Transports	155	Lomami et Kasaï-Oriental	Contribuer à l'amélioration du système de transport en RDC et des conditions de vie des populations de la zone.
7	PRECAPE (Projet de Réponse à la Crise en Appui à la Population affectée dans l'Est de la RDC)	Social	33,25	Nord-Kivu et Sud-Kivu	Appuyer le Gouvernement dans la réponse à la crise survenue suite à l'escalade de violences armées dans la partie Est, à travers des actions ciblées et rapides visant à soutenir les populations affectées en vue de réduire la fragilité et renforcer les sources de résilience.
OFID					
8	CNROK 1 & 2 (Centre National de Référence en Oncologie de Kinshasa)	Santé	76	Kinshasa	Améliorer l'accès à des services complets de soins de haute qualité contre le cancer en établissant des infrastructures spécialisées, en équipant des installations médicales de technologies avancées et en renforçant la capacité institutionnelle de diagnostic, de traitement, de recherche et de développement de la main-d'œuvre.
BADEA					
9	PIIPME (Projet d'Implantation des Incubateurs des Petites et Moyennes Entreprises dans le Secteur Agricole)	Entrepreneuriat	16	Tanganyika, Nord-Kivu, Mai-Ndombe, Maniema, Kwango, Kongo-Central, Équateur et Haut-Lomami	Stimuler l'émergence d'un tissu entrepreneurial agricole dynamique, innovant et durable, à travers la création et l'accompagnement d'incubateurs régionaux spécialisés dans la transformation agro-industrielle.

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs
10	PADRIR (Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient)	Agriculture	70	Maniema, Lomami, Kasai-Oriental et Kasai-Central	▪ Contribuer de manière durable à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus de paysans producteurs.
AFD					
11	PAMIR 2 (Projet d'Appui à la Mobilisation Informatisée des Ressources 2)	Gouvernance	108,1 (92 millions EUR)	Couverture nationale	▪ Permettre le passage à l'échelle de la digitalisation des services de perception des recettes fiscales, afin d'accroître la mobilisation des ressources intérieures.
12	Top up INPP 4	Éducation	5,51 (4,6 millions EUR)	Kasai-Central	▪ Contribuer au développement de l'amélioration de l'offre de formation professionnelle via l'équipement et la rénovation des centres de formation de Kananga.
TOTAL			1.933,86 millions USD		

Projets et programmes **actifs**

Projets mis en vigueur en 2025

TABEAU 10 : PROJETS MIS EN VIGUEUR EN 2025

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs	Date de mise en vigueur
BM						
1	PUSPRR (Projet d'Urgence Sanitaire, Préparation, Riposte et Résilience)	Santé	250	Equateur, Ituri, Kasai-Central, Kasai-Oriental, Kwilu, Nord-Kivu, Tshopo et Tshuapa	Renforcer la résilience du système de santé ainsi que la préparation et la réponse multisectorielles aux urgences sanitaires en RDC.	07-02-2025
2	CAVRE/ERPA (Contrats d'Achat/ Vente des Réductions des Emissions de la Province du Mai-Ndombe)	Environnement	55	Mai-Ndombe	Mettre en œuvre un modèle de développement vert au niveau provincial qui offre des alternatives à la déforestation et qui octroie des primes à la performance.	25-04-2025
3	PATN (Projet d'Appui à la Transformation Numérique)	Numérique	400	Couverture nationale	- Accélérer l'inclusion numérique, l'accès à la connectivité haut débit abordable et de qualité ; - Développer des services numériques pertinents.	24-06-2025
4	Premier appui budgétaire sur la gouvernance, la transparence et la résilience économique de la RDC	Gouvernance	600	Couverture nationale	Renforcer les bases de la gouvernance publique, de la transparence et de la résilience économique, dans le cadre du deuxième cycle de réformes (2025-2026) engagé par le Gouvernement.	25-06-2025
5	PRIUR (Projet de Résilience aux Inondations Urbaines en RDC)	Urbain	200	Kinshasa, Sud-Kivu et Tanganyika	Réduire les risques d'inondations et renforcer la gestion urbaine résiliente face au climat dans certaines villes de la RDC.	31-07-2025

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs	Date de mise en vigueur
6	PDTC (Projet de Développement du Transport et de la Connectivité)	Transports	440,2	Lomami et Maniema	- Fournir une connectivité résiliente au climat, sûre et durable sur la RN2 ; - Renforcer les capacités institutionnelles réglementaires dans le secteur du transport.	20-08-2025
BAD						
7	PREDIRE (Programme Régional d'appui au Développement des Infrastructures et de valorisation des Ressources en Eau transfrontalières entre la RCA et la RDC)	Eau et assainissement	16,6	Mongala, Nord-Ubangi et Sud-Ubangi	Soutenir l'approvisionnement durable des services d'eau et l'assainissement.	19-05-2025
OFID						
8	PREDIRE (Programme Régional d'appui au Développement des Infrastructures et de valorisation des Ressources en Eau transfrontalières entre la RCA et la RDC)	Eau et assainissement	30,00	Mongala, Nord-Ubangi et Sud-Ubangi	Soutenir l'approvisionnement durable des services d'eau et l'assainissement.	24-06-2025
AFD						
9	PATN (Projet d'Appui à la Transformation Numérique)	Numérique	117,5 (100 millions EUR)	Couverture nationale	- Accélérer l'inclusion numérique, l'accès à la connectivité haut débit abordable et de qualité ; - Développer des services numériques pertinents.	10-07-2025
10	Projet Ville Durable Boma	Urbain	47 (40 millions EUR)	Kongo-Central	Améliorer la résilience de Boma et des conditions de vie de ses habitants.	10-07-2025
11	To Petola	Urbain	4,39 (3,74 millions EUR)	Kinshasa	Renforcer la résilience des quartiers urbains de Kinshasa via la mise en place d'un système de pré-collecte des déchets ménagers.	29-07-2025
TOTAL			2.160,69 millions USD			

Projets et programmes clôturés en 2025

TABLEAU 11 : PROJETS CLÔTURÉS EN 2025

N°	Titre du projet	Secteur	Statut	Montant du financement (en millions USD)	Date de clôture
BM					
1	REDISSE IV (Projet régional de renforcement des Systèmes de surveillance des maladies en Afrique centrale)	Santé	–	150	31-05-2025
2	STEP (Projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix)	Social	–	721,6	30-06-2025
BAD					
3	PEJAB (Projet d'Entrepreneuriat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-Business)	Agriculture	–	53,2	31-12-2025
4	Appui ADN, Etudes de faisabilité CAB-RDC	Numérique	–	0,97	31-12-2025
5	M-POX (Projet d'aide d'urgence pour la lutte contre la Variole Simienne)	Social	–	1	15-07-2025
AFD					
6	INPP2 (Projet à l'amplification et à l'appui au renforcement des capacités de l'INPP et de son offre de formation 2)	Éducation	–	18,8 (16 millions EUR)	31-03-2025
7	FEXTE (Fonds d'Expertise Technique et d'Echange d'Expériences – Plan directeur des Infrastructures numériques RDC)	Numérique	–	0,71 (0,605 millions EUR)	31-03-2025
TOTAL				946,28 millions USD	

Projets restructurés en 2025

TABLEAU 12 : PROJETS RESTRUCTURÉS / EN COURS DE RESTRUCTURATION

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs	Raison
BM						
1	CAVRE/ERPA (Contrats d'Achat/ Vente des Réductions des Emissions de la Province du Maï-Ndombe)	Environnement	55	Maï-Ndombe	Mettre en œuvre un modèle de développement vert au niveau provincial qui offre des alternatives à la déforestation et qui octroie des primes à la performance.	Report de la date de clôture au 30-06-2027
2	CAVRE/OPERPA (Projet d'Appui à la mise en œuvre et l'Opérationnalisation des Contrats d'Achat/ Vente des Réductions des Emissions de la Province du Maï-Ndombe)	Environnement	5	Maï-Ndombe	Permettre aux Contrats d'Achat/ Vente des Réductions des Emissions de la Province du Maï-Ndombe (CAVRE/ERPA) et au Programme de Réduction d'Emissions (PRE) de fonctionner efficacement.	Report de la date de clôture au 30-06-2027
3	PNDA (Programme National de Développement Agricole)	Agriculture	300	Kasaï, Kasaï-Central, Kongo-Central et Kwilu	Accroître la productivité agricole et augmenter l'accès au marché des petits exploitants agricoles dans les régions sélectionnées.	Nouvelle approche dans la construction de routes de desserte agricole, intégration de nouvelles provinces, report de la date de clôture au 30-06-2029
AFD						
4	RESOH LABO (Réseau de Surveillance Epidémiologique One Health et Laboratoires en RDC)	Santé	9,4 (8 millions EUR)	Sud-Kivu	Equiper des laboratoires dans 13 Zones de santé, Hôpital Général de Référence (HGR) de Bukavu, HGR Panzi.	Reliquat de 2,5 millions EUR proposé pour la mise en place d'une stratégie de pérennisation des laboratoires « sentinelles » au Sud-Kivu, au Nord-Kivu et à Kinshasa
5	PGDF (Programme de Gestion Durable des Forêts)	Environnement	15,75 (13,4 millions EUR)	Couverture nationale	Appuyer la gouvernance forestière.	Validation CAFI-FONAREDD ¹ pour restructurer le projet avec un nouveau document de projet à valider en février 2026 par CAFI-FONAREDD

1 Central Africa Forest Initiative/Fonds National REDD+ (Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégénération des forêts) en RDC

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Zones d'intervention	Objectifs	Raison
6	PSFD (Programme Savanes et Forêts Dégradées)	Agriculture	24,29 (12,67 + 8 millions EUR)	Tshopo et Kwilu	Revaloriser les terres dégradées avec une approche d'alliances productives (objectif de 12.000 ha plantés).	Validation par CAFI du Top Up de 8 millions USD en décembre 2025
7	AEP Bukavu (Projet d'adduction d'eau potable Mpungwe-Bukavu)	Eau et assainissement	20,56 (17,5 millions EUR)	Sud-Kivu	Améliorer la desserte en eau potable à Bukavu.	Proposition de mobilisation de 5 millions EUR pour des travaux d'urgence, mis en œuvre par le CICR dans le contexte actuel d'occupation de la ville
FIDA						
8	PADRIR (Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient)	Agriculture	150 millions USD	Maniema, Kasai-Central, Kasai-Oriental et Lomami	Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration des revenus des petits producteurs.	Réduction de la zone d'intervention à 10 territoires au lieu de 16
9	PASA-NK (Programme d'Appui au Secteur Agricole au Nord-Kivu)	Agriculture	59,4 millions USD	Nord-Kivu	Améliorer la productivité et la rentabilité de 4 cultures (maïs, riz, pomme de terre et café arabica) pratiquées par les petits producteurs.	Extension de la zone d'intervention à toute la province du Nord-Kivu
TOTAL			639,4 millions USD			

Projets en fin de cycle

TABLEAU 13 : PROJETS EN FIN DE CYCLE

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Taux de décaissement cumulé au 31-12-2025	Date de signature de l'Accord	Date de clôture
BM						
1	Premier appui budgétaire sur la gouvernance, la transparence et la résilience économique de la RDC	Gouvernance	600	100%	28-05-2025	29-05-2026
2	PERSE (Projet d'Equité et de Renforcement du Système éducatif)	Éducation	800	85,96%	24-06-2020	30-06-2026
3	PMNS (Projet Multisectoriel de Nutrition et de Santé)	Santé	542	89,68%	20-06-2019	04-07-2026
4	PDMRUK-KIN ELENDA (Projet de Développement Multisectoriel et de Résilience Urbaine de Kinshasa)	Urbain	500	73,06%	12-05-2021	31-07-2026
AFD						
5	Aide budgétaire	Gouvernance	17,63 (15 millions EUR)	-	27-11-2024	30-06-2026
6	INPP 3 (Projet à l'amplification et à l'appui au renforcement des capacités de l'INPP et de son offre de formation 3)	Éducation	5,88 (5 millions EUR)	-	19-04-2019	30-06-2026
TOTAL			2.465,51 millions USD			

Projets signés au cours de l'année

TABEAU 14 : PROJETS SIGNÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2025

N°	Titre du projet	Secteur	Montant du financement (en millions USD)	Date de signature de l'Accord	Date de clôture
BM					
1	Premier appui budgétaire sur la gouvernance, la transparence et la résilience économique de la RDC	Gouvernance	600	28-05-2025	29-05-2026
2	PRIUR (Projet de Résilience aux Inondations Urbaines en RDC)	Urbain	200	28-05-2025	28-05-2030
3	PDTC (Projet de Développement du Transport et de la Connectivité)	Transports	440,2	04-06-2025	31-07-2030
4	INGA 3 (Programme de développement de Inga 3)	Électricité	250	04-06-2025	30-12-2030
BADEA					
5	PADRIR (Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient)	Agriculture	70	05-11-2025	30-09-2028
6	PIIPME (Projet d'Implantation des Incubateurs des Petites et Moyennes Entreprises dans le Secteur Agricole)	Entrepreneuriat	16	05-11-2025	31-12-2028
AFD					
7	PATN (Projet d'Appui à la Transformation Numérique)	Numérique	117,5 (100 millions EUR)	14-03-2025	31-12-2029
8	Projet Ville Durable Boma	Urbain	47 (40 millions EUR)	14-03-2025	31-12-2031
9	To Petola	Urbain	4,39 (3,74 millions EUR)	29-07-2025	01-05-2027
TOTAL			1.745,09 millions USD		

Projets impactés par la situation sécuritaire à l'Est du pays

TABLEAU 15 : PROJETS IMPACTÉS PAR LA SITUATION SÉCURITAIRE À L'EST DE LA RDC

N°	Projet	Secteur	Impact financier (en millions USD)	Zone d'intervention concernée	Incidence
AFD					
1	RSS Goma (Projet de Renforcement du Système de Santé dans les Zones de Santé de Nyiragongo et Karisimbi)	Santé	–	Nord-Kivu	- Suspension des travaux sur plusieurs sites ; - Destruction de matériels ; - Déplacements de certains bénéficiaires.
2	RESOH LABO (Réseau de Surveillance Epidémiologique One Health et Laboratoires en RDC)				
	BM				
3	PACT (Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport)	Transports	23,9	Nord-Kivu	- Retard du démarrage des travaux des ouvrages de drainage et de bitumage des accotements de la piste, du tarmac et du prolongement d'arrêt au seuil 17 de l'aéroport de Goma ainsi que de l'aménagement, et des travaux de bitumage de la route nationale numéro 2 (axe Butembo-Kanyabayonga) ; - Retard dans le décaissement ; - Retard d'intervention de la mission de contrôle.
4	AGREE (Projet d'Accès, de Gouvernance et de Réformes pour les secteurs de l'Electricité et de l'Eau)	Électricité, Eau et assainissement	42	Nord-Kivu	Suspension du lancement du Dossier d'appel d'offres pour les travaux de construction des usines de traitement d'eau et du réseau de distribution de Goma.
5	PFCIGL (Projet de Facilitation du Commerce et Intégration dans la région des Grands-Lacs)	Commerce	11,7	Nord-Kivu	- Fermeture du bureau de Goma et évacuation du personnel non-résident de Goma vers Bukavu et Kinshasa ; - Suspension des activités du projet à Goma (pas de dommages significatifs des bâtiments).
			45	Sud-Kivu	Poursuite des activités dans les zones accessibles du Sud-Kivu tout en observant l'évolution de la situation sécuritaire.

N°	Projet	Secteur	Impact financier (en millions USD)	Zone d'intervention concernée	Incidence
6	STEP (Projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix)	Social	11,2	Nord-Kivu	Suspension des activités à Goma (infrastructures de base, THIMO pour le pavage et transfert monétaire inconditionnel) et fermeture des bureaux.
				Sud-Kivu	Ralentissement des activités à Bukavu, suspension des travaux d'infrastructures de base et transfert monétaire inconditionnel.
7	TRANSFORME (Projet de Transformation économique des entreprises féminines et modernisation des PME pour l'emploi et la croissance)	Entrepreneuriat	-	Nord-Kivu	Activités ralenties, personnel et prestataires évacués, et activités principales à l'arrêt (COPA, centre des PME, formation, subventions aux femmes, FIP).
8	STAREST (Projet de Stabilisation et Relèvement de l'Est de la RDC)	Social	-	Nord-Kivu et Sud-Kivu	- Suspension des activités d'infrastructures et non décaissement ; - Évacuation du personnel de la Coordination générale vers Bunia.
9	PAAF (Projet d'Apprentissage et d'Autonomisation des Filles)	Éducation	45,41	Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri	- Suspension des activités de construction des écoles et WASH² prévues dans le Sud-Kivu ; - Suspension possible de la distribution des manuels scolaires au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.
10	PEQIP (Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Enseignement Primaire)	Éducation	6,1	Nord-Kivu et Sud-Kivu	- Suspension des activités de construction des écoles et WASH prévues dans le Sud-Kivu ; - Suspension possible de la distribution des manuels scolaires au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.
11	PERSE (Projet d'Équité et de Renforcement du Système Éducation)	Éducation	22	Nord-Kivu et Sud-Kivu	Non-vérification de l'atteinte des résultats relatifs aux conditions basées sur la performance (PBC) au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, avec impact négatif sur l'appui budgétaire.

² Water, Sanitation and Hygiene (Eau, Assainissement et Hygiène)

N°	Projet	Secteur	Impact financier (en millions USD)	Zone d'intervention concernée	Incidence
BAD					
12	Projet d'aménagement de la RN 2 Bukavu–Goma	Transports	44,5	Nord-Kivu et Sud-Kivu	Suspension des travaux de bitumage de 117 km et de la construction de six voiries urbaines dans la ville de Bukavu.
13	PURPA (Projet d'Urgence de Production Alimentaire – RDC)	Agriculture	-	Nord-Kivu et Sud-Kivu	Suspension des activités d'appui à l'INERA³ Mulongo pour la production et distribution de semences.
14	PEJAB (Projet d'Entrepreneuriat des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-Business)	Entrepreneuriat	-	Nord-Kivu	Suspension du financement des agripreneurs formés à l'Est de la RDC.
FIDA					
15	PASA-NK (Programme d'Appui au Secteur Agricole au Nord-Kivu)	Agriculture	0,58	Nord-Kivu	Délocalisation de l'UGP de Goma à Butembo.

³ Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques

Annexes

Sigles et abréviations

AEP	:	Adduction d'eau potable
AFD	:	Agence Française de Développement
AIEA	:	Agence Internationale de l'Énergie Atomique
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe de Développement Economique en Afrique
BCC	:	Banque Centrale du Congo
BM	:	Banque Mondiale
CAFI	:	Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale
CDF	:	Francs congolais
CDMU	:	Compact Delivery and Monitoring Unit
CET	:	Centre d'enfouissement technique
CFMPFE	:	Cellule Fiscale des Marchés Publics à Financement Extérieur
CICOS	:	Commission Internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha
CICR	:	Comité international de la Croix-Rouge
COFED	:	Cellule d'appui à l'Ordonnateur national du Fonds Européen de Développement
COPA	:	Concours des Plans d'Affaires
COPIL	:	Comité de Pilotage
COSOP	:	Programme d'Option Stratégique pour le Pays
CPPR	:	Country Portfolio Performance Review
CSPP	:	Cellule de Suivi des Projets et Programmes
CUT	:	Compte Unique du Trésor
DGDA	:	Direction Générale des Douanes et Accises
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DGI	:	Direction Générale des Impôts
DGRAD	:	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DGTCP	:	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTMF	:	Direction du Trésor et des Moyens de Financement
ECORELIM-RDC	:	Approche de gestion intégrée, durable et adaptative pour la restauration des écosystèmes et la diversification des moyens de subsistance dans les paysages de Miombo
EPA	:	Environmental Protection Agency
ESS	:	Établissement de Soins de Santé
EUR	:	Euro
FEC	:	Facilité élargie de crédit
FEM	:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	:	Fonds International de Développement Agricole

FIP	:	Formation en initiative personnelle
FMI	:	Fonds Monétaire International
FONAREDD	:	Fonds National REDD+ (Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts) en RDC
FOPE	:	Formation à la Promotion de l'Entrepreneuriat
FPCF	:	Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier
FRAP	:	Fichier de Référence de l'Administration Publique
FRD	:	Facilité pour la résilience et la durabilité
GPE	:	Partenariat Mondial pour l'Éducation
INERA	:	Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques
KfW	:	Kreditanstalt für Wiederaufbau
LOFIP	:	Loi relative aux Finances Publiques
MINEDU-NC	:	Ministère de l'Éducation Nationale et Nouvelle Citoyenneté
ND	:	Non déterminé
OFID	:	Fonds de l'OPEP pour le Développement International
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
OPEP	:	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OPEP	:	Office des Voies de Desserte Agricole
OVDA	:	Programme d'Actions du Gouvernement
PAG	:	Plan d'affaires simplifié
PAS	:	Produit Intérieur Brut
PIB	:	Petite et Moyenne Entreprise
PME	:	Plan de Partage des Bénéfices
PPB	:	Programme de Réduction des Émissions
PRE	:	Partenaire Technique et Financier
PTF	:	République Centre Africaine
RCA	:	République Démocratique du Congo
RDC	:	Route nationale
RN	:	Registre Social Unifié
RSU	:	Service National des Semences
SENASEM	:	Travaux à haute intensité de main-d'œuvre
THIMO	:	Technologies de l'Information et de la Communication
TIC	:	Transferts monétaires inconditionnels
TMI	:	Unité de compte
UC	:	Unité de Gestion de Projet
UGP	:	United States Agency for International Development
USAID	:	United States Dollar
USD	:	Violences Basées sur le Genre/Exploitation et Atteintes Sexuelles/Harcèlement Sexuel
VBG/EAS/HS	:	Water, Sanitation and Hygiene (Eau, Assainissement et Hygiène)
WASH	:	

Liste des tableaux

Tableau 1	: Allocations par bailleur (2022-2025) et accroissement en 2025
Tableau 2	: Type de projets
Tableau 3	: Taille moyenne des financements par bailleur
Tableau 4	: Décaissement au 31 décembre 2025 (projets nationaux et régionaux)
Tableau 5	: Structure des financements
Tableau 6	: Nombre et volume des financements des projets actifs par secteur en 2025
Tableau 7	: Matrice de suivi
Tableau 8	: Contrepartie nationale aux projets sur financement extérieur - situation en 2025
Tableau 9	: Projets en cours de préparation/négociation et en instance de mise en vigueur
Tableau 10	: Projets mis en vigueur en 2025
Tableau 11	: Projets clôturés en 2025
Tableau 12	: Projets restructurés / en cours de restructuration
Tableau 13	: Projets en fin de cycle
Tableau 14	: Projets signés au cours de l'année 2025
Tableau 15	: Projets impactés par la situation sécuritaire à l'Est de la RDC

Tableau

Liste des encadrés

Encadré 1	: Bref aperçu de la Cellule de Suivi des Projets et Programmes (CSPP)
Encadré 2	: Différence entre projet national et projet régional
Encadré 3	: Décaissement
Encadré 4	: Répartition géographique et sectorielle des projets
Encadré 5	: Résumé du portefeuille

Liste des graphiques ■ figures

Figure 1	: Allocations des PTF en 2025
Figure 2	: Répartition géographique des allocations des PTF en 2025
Figure 3	: Répartition géographique des secteurs financés par les PTF en 2025

Liste des bailleurs

AFD	: Agence Française de Développement
BAD	: Banque Africaine de Développement
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Économique de l'Afrique
BM	: Banque mondiale
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
KfW	: Kreditanstalt für Wiederaufbau
OFID	: Fonds de l'OPEP pour le Développement International

Liste des projets exécutés en RDC

N°	BAILLEUR/SECTEUR	ACRONYME
AFD		
Secteur Agriculture		
1	Projet d'Autonomisation par la Valorisation de l'Entrepreneuriat Agricole Rural, Sensible à la Nutrition, Inclusif et Résilient	AVENIR
2	Programme Savanes et Forêts Dégradées	PSFD
Secteur Eau et assainissement		
3	Projet Eau Uvira	-
4	Approvisionnement en Eau Potable Bukavu	AEP BUKAVU
Secteur Éducation		
5	Projet d'Appui à l'Enseignement Supérieur	PAES
6	Molakisi Telema	-
7	Projet d'Appui à la Mise à la Retraite des Enseignants et d'Amélioration des Conditions d'Enseignement-Apprentissage	PREACE
8	Education des Filles, Formation Initiale et Continue des Enseignants, et Appui à la Continuité de l'Education en Situation d'Urgence	EFFICACE
9	Projet à l'amplification à l'appui au renforcement des capacités de l'INPP et de son offre de formation 2	INPP 2
10	Projet à l'amplification à l'appui au renforcement des capacités de l'INPP et de son offre de formation 3	INPP 3
11	Projet à l'amplification à l'appui au renforcement des capacités de l'INPP et de son offre de formation 4	INPP 4
12	Top Up INPP 4	INPP 4
13	Projet d'appui à la Gouvernance, l'Insertion et la Formation Agricole et Rurale dans la Tshopo	-
14		GIFT
Secteur Électricité		
15	Projet d'Électrification Urbaine de Kabinda	TU TOKESHAYI KABINDA
Secteur Entrepreneuriat		
16	Pour Elles « appui aux femmes entrepreneures »	POUR ELLES
Secteur Environnement		
17	Programme de Gestion Durable des Forêts	PGDF
Secteur Gouvernance		
18	Fonds d'Etude et de Pilotage du C2D 2	FEP C2D 2
19	Projet d'Appui à la Gouvernance Financière	-
20	Projet d'Appui à la Mobilisation Informatisée des Ressources	PAMIR
21	Projet d'Appui à la Mobilisation Informatisée des Ressources 2	PAMIR 2
22	Gouvernance Administrative	-
23	Aide budgétaire	ABG RDC
Secteur Numérique		
24	Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences – Plan Directeur des Infrastructures Numériques en RDC	FEXTE

24	Projet d'Appui à la Transformation Numérique	PATN
Secteur Santé		
25	Projet Mère-Enfant de Kinshasa	PROMEKIN II
26	Projet de Renforcement du Système de Santé dans les Zones de Santé de Nyiragongo et Karisimbi	RSS GOMA
27	Projet d'Appui à l'Hôpital Général de Panzi	PANZI
28	Projet d'Appui au « Réseau de surveillance épidémiologique One Health et laboratoires »	RESOH-LABO
29	Projet d'appui au système de laboratoire de la ville province de Kinshasa	LABOKIN
30	Projet d'Appui à l'INRB	-
Secteur Social		
31	Pour Elles : Appui aux femmes entrepreneurs	-
32	Centre de Performance et Métiers du Sport	CPMS
Secteur Transports		
33	Corridor Sud-Ubangi	-
Secteur Urbain		
34	Ville durable Boma	-
35	To petola	-
BANQUE MONDIALE		
Secteur Agriculture		
1	Programme National de Développement Agricole	PNDA
Secteur Commerce		
2	Projet de Facilitation du Commerce et Intégration dans la région des Grands-Lacs	PFCIGL
Secteur Éducation		
3	Projet d'Équité et de Renforcement du Système Éducatif	PERSE
4	Projet d'Apprentissage et d'Autonomisation des Filles	PAAF
5	Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Enseignement Primaire	PEQIP
Secteurs Électricité, Eau et assainissement		
6	Projet d'Accès, de Gouvernance et de Réformes pour les Secteurs de l'Électricité et de l'Eau	AGREE
7	Programme d'Amélioration de l'Accès aux Services d'Eau et d'Assainissement	PASEA
Secteur Entrepreneuriat		
8	Projet de Transformation Économique des Entreprises Féminines et Modernisation des PME pour l'Emploi et la Croissance	TRANSFORME
Secteur Environnement		
9	Contrats d'Achat/Vente des Réductions des Émissions de la Province du Mai-Ndombe	CAVRE/ERPA
10	Appui à l'Opérationnalisation des Contrats d'Achat/Vente des Réductions des Émissions de la Province du Mai-Ndombe	CAVRE/OPERPA

11	Programme d'Investissement pour la Forêt et la Restauration des Savanes en RDC	PIFORES
Secteur Gouvernance		
12	Projet d'Amélioration du Recouvrement des Recettes et de la Gestion des Dépenses en RDC	ENCORE
13	Premier financement de la politique de développement de la gouvernance, de la transparence et de la résilience économique de la RDC	Aide budgétaire
Secteur Numérique		
14	Projet d'Appui à la Transformation Numérique en RDC	PATN
Secteur Santé		
15	Projet de Multisectoriel de Nutrition et de Santé	PMNS
16	Projet d'Urgence Sanitaire, Préparation, Riposte et Résilience	PUSPRR
Secteur Social		
17	Projet de Stabilisation et Relèvement de l'Est de la RDC	STAREST
Secteur Transports		
18	Projet d'Appui à la Connectivité et au Transport	PACT
19	Projet de Développement du Transport et de la Connectivité	PDTC
Secteur Urbain		
20	Projet de Développement Multisectoriel et de Résilience Urbaine de Kinshasa	PDMRUK/KIN ELEENDA
21	Projet d'Urgence pour la Résilience Urbaine de Kananga	PURUK
22	Projet de Résilience aux Inondations Urbaines en RDC	PRIUR
KfW		
Secteur Électricité		
1	Poste de Dispersion INGA I, II	-
2	Ligne de Transport Rwanda-RD Congo (NL) – Poste de Goma	-
3	Ligne de Transmission Kamanyola Agglomération Bukavu (RDC)	-
4	Construction du Poste de Dispersion Kamanyola	-
5	Réhabilitation des Centrales Hydroélectriques Ruzizi II	-
6	Programme pour l'Amélioration de l'Approvisionnement Durable en Electricité en RDC	-
Secteur Environnement		
7	Fonds Okapi pour la Conservation de la Nature II	-
8	Fonds Okapi pour la Conservation de la Nature III	-
9	Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Forêts V	-
10	Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Forêts VI	-
11	Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Forêts VII	-
12	Conservation de la Biodiversité et Gestion Durable des Forêts VIII	-
13	Gestion Intégrées des Aires Protégées I	-
14	Gestion Intégrées des Aires Protégées II	-
15	Programme pour la Promotion des Riverains des Aires Protégées	PRAP

Secteur Gouvernance		
16	Programme Développement du Système de Microfinance (Centrale de Risque)	-
17	Fond d'Urgence COVID-19-PME	-
18	Programme Sectoriel Microfinance VII (FPM ASBL)	-
19	Refinancement d'Institutions Financières (Fonds de garantie)	-
Secteur Social		
20	Prévention de la Violence Juvenile à Kinshasa	-
21	Fond pour la Consolidation de la Paix (phase III)	-
22	Programme Intégré Conjoint de Résilience FAO (PAM et FAO)	-
23	Programme Intégré Conjoint de Résilience UNICEF (PAM-FAO- UNICEF)	-
24	Renforcement de la Santé Mentale et du Soutien Psychosocial et la Promotion de la Cohésion Sociale	-
25	Programme Intégré Conjoint de Résilience FAO (PAM et FAO)	-
Secteur Eau et assainissement		
26	Travaux de Réhabilitation du Système d'Approvisionnement en Eau Potable de la Ville de Mbuji-Mayi (Lot 2)	-
BAD		
Secteur Agriculture		
1	Projet d'Appui au Développement de Chaînes de Valeur Agricole	PADCA-6P
2	Projet d'Urgence de Production Alimentaire – RDC	PURPA
3	Programme d'appui au Développement Agro-industriel de Ngandajika	PRODAN
4	Projet Entrepreneuriat Jeunes dans l'Agriculture et l'Agro-Business	PEJAB
5	Projet d'Appui au Développement Intégré de l'Économie Rurale	PROADER
6	Projet d'Appui au Développement de Chaînes de Valeurs PTA	PADCV-PTA
7	Financement complémentaire du Guichet d'Action Climatique (CAW)	RDC- CAW-PADCV
Secteur Eau et assainissement		
8	Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Économique dans la Région Centre de la RDC	PRISE 1&2
9	Programme Régional d'appui au Développement des Infrastructures et de valorisation des Ressources en Eau transfrontalières entre la République Centrafricaine (RCA) et la République Démocratique du Congo	PREDIRE
Secteur Électricité/Energie		
10	Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration du Secteur	PAGASE
11	Ruzizi III – DRC	RUZIZI III RDC
12	Projet d'Appui au Développement d'INGA et de l'Accès à l'Electricité	PASEL
Secteur Transports		
13	Projet d'Aménagement de la Route RN2 Bukavu – Goma	RN2
14	Projet Prioritaire de Sécurité Aérienne, Phase 2	PPSA 2
15	Réhabilitation de la RN1 Kinshasa – Kikwit	RN1
16	Projet Voie d'Accès Pont Route-Rail RDC	PRR

17	Projet de Construction du Corridor Economique Transnational RDC – Angola	CORRIDOR ECONOMIQUE
Secteur Numérique		
18	Appui, Élaboration PDILB & Études de faisabilité CAB-RDC	ADN
Secteur Social		
19	Projet d'Appui au Bien-être Alternatif des Enfants et Jeunes Impliqués dans la Chaîne d'Approvisionnement du Cobalt	PABEA COBALT
Secteur Gouvernance		
20	Projet d'Appui à la Relance de l'Économie Congolaise	PAREC
21	Projet d'Appui à la Gouvernance et au Développement de Compétences	PAGDC-PTA
22	Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier et à l'Inclusion Financière	PADSFI
23	RAWBANK	RAWBANK
24	ACCESS BANK Garantie de Transaction	ACCESS
BADEA		
Secteur Santé		
1	Projet de Réhabilitation des Cliniques Universitaires de Kinshasa	PRECUK
Secteur Transports		
2	Projet de réhabilitation de voirie de Kinshasa, Phase 1	-
3	Projet de réhabilitation de voirie de Kinshasa, Phase 2	-
Secteur Agriculture		
4	Projet de Développement de la Riziculture à Masina	PDRM
5	Projet d'Appui au Développement Rural Intégré	PADRIR
Secteur Entrepreneuriat		
6	Projet d'Implantation des Incubateurs des Petites et Moyennes Entreprises dans le Secteur Agricole	PIIPME
FIDA		
Secteur Agriculture		
1	Projet d'Appui au Secteur Agricole dans la Province du Nord-Kivu	PASA-NK
2	Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient	PADRIR
3	Projet d'Autonomisation par la Valorisation de l'Entrepreneuriat Agricole Rural, Sensible à la Nutrition, Inclusif et Résilient	AVENIR
OFID		
Secteur Agriculture		
1	Projet d'Appui au Secteur Agricole dans la Province du Nord-Kivu	PASA-NK
2	Programme d'Appui au Développement Rural Inclusif et Résilient	PADRIR
Secteur Eau et assainissement		
3	Programme Régional d'appui au Développement des Infrastructures et de valorisation des Ressources en Eau transfrontalières entre la République Centrafricaine (RCA) et la République Démocratique du Congo	PREDIRE



Coordination



Josée MIAKUKILA
Coordonnateur



Yves MAFONGO
Coordonnateur Adjoint

Appui à la coordination



Olga MINAMPALA
Chargée d'Appui à la
Coordination



Judith SALO
Chargée d'Appui au
Coordonnateur Adjoint



Exaucée KANDUKULU
Secrétaire Coordination



Eunice NGOY
Assistante aux Projets



Clémence MUSINGYA
Assistante aux Projets



Naomie MANDUKU
Assistante aux Projets



Thérèse ILINGIO
Assistante de Section

Section opérationnelle 1



Sylvie NGALIMBAYA
Cheffe de Section
opérationnelle



Carol MULOPO
Chargé de Projets Principal



Raphaël KAKUDJI
Chargé de Projets



Urbain MAOMBI
Chargé de Projets



Franck IRAGI
Chargé de Projets



Sylas NKONGOLO
Chargé de Projets



Olivier KADIATA
Chargé de Projets



Luc-Didier KALENGA
Chargé de Projets



Serge SONGOLO
Chargé de Projets

Assistance technique



Clément TUKEBA
Consultant



Jean-Pierre KALALA
Consultant

Section opérationnelle 2



Trésor LIKUNDE
Chef de Section
opérationnelle



Laurianne KAMUYI
Chargée de Projets
Principale



Didier MUZUTIE
Chargé Syst. Info IT

Section administrative et finances



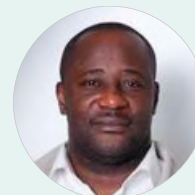
Célestin FWAMBA
Chargé de l'Administration
et Finances



Toussaint N'KIE
Chargé d'Appui à la Section
administrative et financière



Sergy KALUMBA
Appui Comptabilité



René MENAYETO
Chauffeur



Roland NZUANGAMBU
Chauffeur



Eric MBENGA
Chauffeur



Le Fils KASONGO
Chauffeur



Mardochée NGENGA
Chauffeur



Belinda NIONGO
Technicienne des surfaces



Fifi MATONDO
Technicienne des surfaces



Micheline KANI
Protocole



Djibril MUTONDO
Technicien des surfaces

Editeur :

Coordination - CSPP

Rédacteurs :

Sylvie NGALIMBAYA, Raphaël KAKUDJI, Urbain MAOMBI,
Didier KALENGA, Serge SONGOLO, Olivier KADIATA,
Sylas NKONGOLO, Franck IRAGI, Clémence MUSINGYA

Design et mise en page :

Marlot Olivier
www.marlotolivier.com

Impression :

QUICK PRINT

© Février 2026



**MINISTÈRE
DES FINANCES**

**RAPPORT
ANNUEL**

20

